

L'ENTRAIDE généalogique



Société de
généalogie
des Cantons-de-l'Est

Aux sources ancestrales par l'entraide fraternelle



Fonds de la maison funéraire H.-N. Brien. Musée d'histoire de Sherbrooke

Famille :
Hector-Napoléon Brien
et de Mathilde Ouellet

Les neuf enfants d'Hector-Napoléon Brien et de Mathilde Ouellet :
1^{er} rangée : Maurice, Gilberte, Thérèse et Jean-Pierre
2^e rangée : Paul, Rose, Gérard, Lucienne et Robert.

VOLUME 45
NUMÉRO 3
AUTOMNE 2022

Merci à nos partenaires et à nos coopérants



Hon. Marie-Claude
Bibeau
DÉPUTÉE COMPTON • STANSTEAD M.P.
MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE



175, rue Queen, bureau 204
Sherbrooke (Québec) J1M 1K1
marie-claude.bibeau@parl.gc.ca

819 347-2598
marieclaudebibeau.libparl.ca

mclaudebibeau



Élisabeth BRIÈRE
DÉPUTÉE DE SHERBROOKE
Secrétaire parlementaire à la Santé mentale et aux Dépendances



1650, rue King Ouest
Bureau M-10, entrée rue Marchand
Sherbrooke, J1J 2C3
Téléphone : 819 564-4200
Elisabeth.Briere@parl.gc.ca



Société de
généalogie
des Cantons-de-l'Est

Des remerciements à
nos commanditaires qui nous soutiennent,
des remerciements à nos lecteurs
qui les encouragent !



BAnQ
BIBLIOTHÈQUE
ET ARCHIVES
NATIONALES
DU QUÉBEC

SHERBROOKE

CHERCHER
CONSULTER
PRÉSERVER

BAnQ Sherbrooke
225, rue Frontenac
bureau 402
819 620-3010
mshv@banq.qc.ca

banq.qc.ca



Ville de
Sherbrooke



**GÉNÉALOGIE
QUÉBEC**



Cercle généalogique de Richmond

Hébergement sur le réseau Internet de bases de données généalogiques
réalisées avec le gestionnaire TNG



hm Histoire Magog
Société d'histoire - Historical Society



FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE
DES SOCIÉTÉS DE GÉNÉALOGIE



M HIST



LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE
DE WEEDON



MESAIEUX.COM
LA GÉNÉALOGIE SIMPLIFIÉE

SOCIÉTÉ DE GÉNÉALOGIE DES CANTONS-DE-L'EST

La SGCE est un organisme sans but lucratif fondée à Sherbrooke le 12 novembre 1968. Elle est membre de la Fédération québécoise des sociétés de généalogie (FQSG). La société parraine la *Fondation des Amis de la Généalogie*, un organisme de bienfaisance enregistré qui a été créé en 1980 afin de recueillir des fonds pour la réalisation des activités de la SGCE.

L'ENTRAIDE GÉNÉALOGIQUE

Éditeur : La Société de généalogie des Cantons-de-l'Est inc.,

Collaborateurs : Denis Beaulieu, Paul Desfossés, Jacques Gagnon, Gilles Samson, Lise Roy et Jean-Marie Dubois,

Conception graphique : Atelier Michel Breton, Sherbrooke,

Impression : La Société de généalogie des Cantons-de-l'Est,

Tirage : 160 exemplaires

Aussi disponible sur le site internet de la SGCE.

Dépôt légal :

Bibliothèque et Archives Canada, 2022

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022

ISSN 0226-6245

Page couverture : Portrait de famille : Hector-Napoléon Brien

WebMaître : Paul Desfossés (3487)

Poste-publication : 40025075

COTISATION DES MEMBRES

Membre régulier* 50\$ et plus

Membre associé et étudiant** 25\$

Membre à vie (Estriens seulement) 600\$

Membre organisme*** 30\$

*Diverses options sont disponibles. Pour connaître les détails, consultez notre site internet à « BOUTIQUE », DEVENIR MEMBRE.

** Le membre associé doit résider à la même adresse que le membre principal et n'a pas accès à *Généalogie Québec* ni aux bons pour *MesAïeux.com*.

***Le membre organisme a droit à la revue, à l'infolettre et a accès à la section du site internet réservée aux membres.

LISTE DE NOS PUBLICATIONS

Commandes et frais postaux. Pour avoir la liste complète de nos publications ainsi que les prix, consultez le site internet à l'onglet BOUTIQUE. Les RÉPERTOIRES numériques se commandent via la BOUTIQUE et sont payables directement en ligne par *PayPal*, *MasterCard* ou *Visa*. Les commandes DES AUTRES PUBLICATIONS en version papier se font par téléphone ou par courriel et se paient par la poste avec un chèque adressé à la SGCE. Les prix indiqués des autres publications de la SGCE sont en dollars canadiens et des frais d'expédition et de manutention de 15% sont ajoutés.

DONS À LA FONDATION POUR LA SOCIÉTÉ

Tout don fait à la Fondation AG Inc. est éligible à un reçu aux fins d'impôt sur le revenu. <https://sgce.qc.ca/fondation-ag/>

COORDONNÉES

275, rue Dufferin, Sherbrooke, QC, J1H 4M5

Tél: 819 821-5414

Site internet : sgce.qc.ca Courriel : info@sgce.qc.ca

HORAIRE

Bibliothèque: Consulter le site internet de la SGCE.

Administration: Consulter le site internet de la SGCE.

DANS CE NUMÉRO

MOT DU PRÉSIDENT	2
PORTRAIT DE FAMILLE : HECTOR-NAPOLÉON BRIEN	3
ARCADIUS DENIS – HOMME DE LOI ET HOMME D'ENGAGEMENT	4
HOMMAGE À UN ESTRIEN – LÉANDRE LACROIX	20
IL Y A 100 ANS...	25
VISAGES ESTRIENS-MILITAIRES : JOHANNE BLAIS	26
LES TRUCS À PIERRE : NOS FILLES DU ROY	28
MÉDAILLE DE RECONNAISSANCE À NICOLE FONTAINE	31
LA FAG : MOT DE LA PRÉSIDENTE	32
HOMMAGE À UN DE NOS MEMBRES : BERTRAND LAPOINTE	33

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président: Denis BEAULIEU (3513)

Vice-président: Denis DUPRÉ (0175)

Secrétaire: Noël G. RICHARD (3814)

Trésorière: Lise ROY (4349)

Administrateurs :

Michel BÉLIVEAU (2781)

Paul DESFOSSÉS (3487)

Rachel LACOMBE (3219)

Alain POMMINVILLE (4511)

RESPONSABLES DES COMITÉS

Assistance aux chercheurs

Noël G. RICHARD (2781)

Bibliothèque Denis DUPRÉ (0175)

Communications et publicité
Rachel LACOMBE (3219)

Formation et conférences
Michel BÉLIVEAU (2781)

Publications et revue
Denis BEAULIEU (3513)

Saisie et numérisation
Paul DESFOSSÉS (3487)

FONDATION DES AMIS DE LA GÉNÉALOGIE INC.

Présidente Manon GAGNÉ (3054)

Secrétaire Christiane RUEL (0199)

Trésorière Claire GAGNON (4610)

Administrateur Gilles SAMSON (4206)

Représ. SGCE Paul DESFOSSÉS (3487)

MOT DU PRÉSIDENT



Société de
généalogie
des Cantons-de-l'Est

À tous les membres de la SCGE, Bonjour!



Nous sommes déjà rendus à l'automne! L'année 2022 va nous filer entre les doigts, cela ne sera pas long... Mais comme le disait le philosophe Joubert : *Il ne faut jamais regretter le temps qui a été nécessaire pour bien faire.*

Au cours des six derniers mois, le conseil d'administration a tenté de poursuivre son

travail afin de respecter les priorités déjà établies. Dès sa première réunion, au mois d'avril, le conseil a statué sur le nombre et la composition des comités et sur la nomination des représentants à la Fédération québécoise des sociétés de généalogie (Michel Béliveau) et au comité de toponymie de la Ville de Sherbrooke (Jean-Marie Dubois). Le 22 avril, a eu lieu le souper de reconnaissance aux bénévoles. Merci aux membres de la Fondation des Amis de la généalogie qui ont organisé cet événement très important dans la vie de notre société. Au cours des mois suivants, le conseil a révisé et mis à jour les diverses politiques qui avaient déjà été mises en place au cours des années précédentes : politique de confidentialité, politique de la gestion des plaintes, politique du bénévolat, politique éditoriale et politique de la formation. Les textes de ces politiques sont présentés sur notre site internet. Au début du mois de septembre, nous comptons 413 membres à la SGCE.

Au niveau du suivi des comités et des dossiers prioritaires, voici les principales actions qui ont été réalisées. Afin d'informer plus rapidement nos membres sur ce qui se passe à la société, le comité des communications et de la publicité a mis en place un nouvel outil : *L'Entraide Express*, lequel vient prendre la relève du *Postillon* et de *l'Infolettre* et de quelques rubriques que nous retrouvons dans la revue *L'Entraide généalogique*. Nous espérons que *L'Entraide Express* sera un véritable outil d'information aux membres.

Au niveau du comité des publications et de la revue, Gilles Samson, Jean-Marie Dubois et toute leur équipe de recherchistes ont réussi à compléter la biographie et la généalogie des 150 militaires qui sont présentés dans le troisième volume de *Visages estriens – Hommage à nos militaires*. Le lancement du livre a eu lieu il n'y a pas très longtemps. Félicitations à tous ceux et celles qui ont participé d'une manière ou d'une autre à ce grand projet d'hommage à nos militaires. Déjà, le volume #4 est en marche ainsi qu'une nouvelle série de revues en version anglaise.

Du côté du comité de la saisie et de la numérisation, toute l'équipe de Paul Desfossés s'est affairée à saisir des répertoires américains et canadiens et principalement ceux de l'État du Vermont. La photographie et l'indexation des pierres tombales du cimetière Saint-Michel de Sherbrooke se sont poursuivies de plus belle. Enfin, le comité a débuté la numérisation des principaux ouvrages de la bibliothèque afin d'alimenter la bibliothèque virtuelle que nous retrouverons très bientôt sur tout notre parc informatique.

Au cours des mois à venir, le comité de la formation présentera les formations qui sont actuellement en préparation. Je tiens à rappeler que les membres de la SGCE pourront aussi bénéficier des formations qui sont présentées par la Fédération québécoise des sociétés de généalogie, via son site internet.

Depuis quelques mois, une autre grande activité est en préparation, à savoir le brunch annuel de la SGCE qui, à cause de la pandémie, n'a pas eu lieu au cours des deux dernières années. Cette année nous pourrons festoyer ensemble, tous réunis dans la grande salle de Sercovie où un délicieux repas nous attendra. Une équipe spéciale s'occupe de tous les préparatifs pour cet événement qui se tiendra le 4 décembre prochain.

En terminant, je veux, à nouveau, lancer un appel spécial à tous les membres qui peuvent apporter un aide quelconque au niveau de l'un ou l'autre des comités au sein de la SGCE. Notre Société peut remplir pleinement son rôle grâce au bénévolat fourni par ses membres. De nouveaux bénévoles signifient de nouvelles idées, de nouvelles manières de faire et de nouvelles réalisations.

Bon automne à toutes et à tous!
Denis Beaulieu

DANVILLE – HECTOR-NAPOLÉON BRIEN

Gérard Coté et Jean-Marie Dubois



Hector-Napoléon Brien est né à Danville, le 2 janvier 1879. Il est le fils d'Azeline Tellier dit Lafortune et de François-Alexandre Brien, notaire. Hector étudie à l'école du village puis au collège des Frères du Sacré-Cœur d'Arthabaska. Il épousa Marie-Mathilde Ouellet en l'église de Saint-Médard, à Warwick, le 27 janvier

1904. En 1905, le couple s'installa à Sherbrooke, où il éleva dix enfants : Thérèse, Gérard, Gilberte, Lucienne, Robert, Paul, Rose-Alba, Jean-René, Maurice et Madeleine. Le 1er septembre 1951, en l'église de Saint-Antoine-de-Padoue à Lennoxville, Hector-Napoléon Brien épousa en secondes noces Marie-Berthe Gérin-Lajoie.

Il fut d'abord agent d'assurances. En 1909, il fonda La Compagnie des Frais funéraires des Cantons-de-l'Est sur la rue King Ouest. À la fin des études de ses fils Gérard, Robert et Jean-René, Hector les initia à l'entreprise. Pendant quelques années, Gérard fut gérant de la succursale de Coaticook avant de devenir le bras droit d'Hector comme assistant-gérant du siège social. En 1932, Robert devint gérant de la succursale de Magog tandis que Jean-René devint ambulancier en plus de s'impliquer dans les funérailles. En 1955, Pierre, petit-fils d'Hector et fils de Gérard, entra aussi dans l'entreprise au siège social. Le siège social de l'entreprise demeura sur la rue King Ouest jusqu'en 1982, puis déménagea sur la rue Bowen Sud jusqu'en 1996 et enfin, sur la rue Short de 1996 à 2004.

Hector Brien posséda aussi une résidence secondaire à Petit-Lac-Magog (devenu Deauville) où il fut président du Comité de construction de la chapelle de Notre-Dame-de-Liesse en 1921, conseiller municipal de 1921 à 1929 et maire de 1929 à 1931. En 1956, malade et alité, il céda la gérance générale de sa compagnie à son fils Gérard. Il décéda à Sherbrooke, le 13 décembre 1958.

En septembre 1959, Gérard se dissocia de l'entreprise et fonda avec son fils Pierre l'entreprise funéraire Gérard Brien et Fils inc., sur le boulevard Queen Nord. Robert prit alors le contrôle de La



Fonds de la maison funéraire H.-N. Brien, Musée d'histoire de Sherbrooke

Compagnie des Frais funéraires des Cantons-de-l'Est en rachetant les parts de ses frères et sœurs, entreprise qui devint Robert et Marc Brien Ltée. en 1962, lorsqu'il y associa son fils Marc. Robert et Marc rachetèrent les entreprises Gérard Brien et Fils inc. (boul. Queen Nord) en 1970, Duranleau et Jalbert (rues King Est, Brooks et de London) en 1971 et Gérard Monfette Ltée (rues Bowen Sud et Prospect) en 1974. L'entreprise, qui devint Brien et Monfette Ltée en 1978, sortit des mains de la famille Brien en 1979 alors qu'elle fut achetée par Alain Phaneuf. Elle passa par plusieurs mains pour être rachetée par Jean-Claude Ruel et Reynald Pépin en 1989, propriétaires des Jardins du Souvenir, qui devint La Coopérative funéraire de l'Estrie en 1998. En plus de services d'ambulances jusqu'en 1970, l'entreprise funéraire a tenu un salon funéraire dans chaque quartier de Sherbrooke pendant de nombreuses décennies et dans quelques municipalités avoisinantes : rues King Ouest (1909-1996), Coaticook (1919-1972), Magog (1932-1987), rue Ball (1943-1983), rue Short (1954-2004), rue Murray (1957-1969), boulevard Queen Nord (1959-1976), Bromptonville (1968-1996), rue Brooks (1971-1973), rue de London (1971-1973), rue King Est (1971-1977), rue Bowen Sud (1974-1996), rue Prospect (1974-1979), Weedon (1983-1989), East Angus (1983-2004). La rue Hector-Brien rappelle sa mémoire à Sherbrooke depuis 2009.

Recherche :

Gérard Coté, Société d'histoire et du musée de Lennoxville-Ascot et Jean-Marie Dubois, Université de Sherbrooke, Visages estriens – Hommage à nos gens, Sherbrooke, SGCE, p.74

Photo :

Collection Pierre Brien, Sherbrooke et Fonds de la Maison funéraire H.-N. Brien, Musée d'histoire de Sherbrooke

ARCADIUS DENIS, HOMME DE LOI ET HOMME D'ENGAGEMENT

Frédéric Brochu

Né le 24 octobre 1906 à Saint-Samuel-de-Gayhurst (Lac-Drolet), Arcadius Denis est le septième des treize enfants de Delphis (Thibault) Denis (1872-1949) et d'Elmina Therrien (1879-1918), ces derniers ayant uni leur destinée le 16 juillet 1896¹.

Vers 1912, la famille Denis déménage à Fontainebleau, sur une ferme plus grande que celle qu'elle possédait à Saint-Samuel. Le 15 octobre 1918, Elmina y décédera des suites de la grippe espagnole, à l'âge de 39 ans, quelques jours avant le 12^e anniversaire d'Arcadius. La charge familiale est si importante que le père se remarie le 26 décembre 1922 avec Évelina Rousseau (1886-1960). Le couple aura trois enfants².



Arcadius Denis

Source : Musée de la civilisation,
fonds d'archives du Séminaire de Québec, [1928 ou 1929]

Des études classiques et universitaires

En 1921, constatant qu'il n'a absolument pas la vocation d'agriculteur, Arcadius Denis quitte la terre familiale afin de poursuivre des études à Québec. Et le jeune homme est doué ! Il remporte plusieurs prix dans son groupe au Petit séminaire de Québec : le 3^e prix d'excellence, le 2^e prix d'instruction religieuse, le 2^e prix de version grecque, le 3^e prix de version latine, le 3^e prix de mémoire, le 3^e prix d'histoire du Moyen Âge et le 3^e prix d'arithmétique. Plus tard, Arcadius remporte le 5^e prix dans le cadre d'un concours intercollégial, puis le prix offert par le gouverneur général du Canada au premier élève de la classe de philosophie junior. Enfin, il termine son cours classique en remportant le prix Webster (au premier rang en physique) et aussi un des prix « du bon langage ». C'est à ce moment qu'il confirme son choix de poursuivre des études en droit à l'Université Laval³.

Durant ses trois années d'études universitaires, Arcadius Denis est activement impliqué dans plusieurs activités parascolaires lui permettant de développer des compétences qui lui seront utiles dans l'exercice de sa future profession d'avocat. Ainsi, il participe à un « parlement des étudiants » à titre de « ministre de la puériculture » et il prononce une conférence sur la situation économique et politique de l'Angleterre devant ses collègues, futurs avocats et tabellions. Il s'implique également dans les associations étudiantes, à titre de délégué des étudiants en droit, de président de la Société des débats de l'Association générale des étudiants de Laval, puis de vice-président de la Ligue des débats interuniversitaires, dont il est un des fondateurs⁴.

Resté attaché à ses *alma mater* que sont le Séminaire de Québec et l'Université Laval, Arcadius Denis est, seize ans après la fin de ses études, membre du comité local provisoire regroupant les anciens de l'Université Laval originaires des Cantons de l'Est⁵. Il est également membre du comité de placement au sein du comité régional de Sherbrooke de l'Association des Anciens de l'Université Laval⁶. Il participe en 1952 au conventum des anciens élèves de la classe de rhétorique du Séminaire de Québec 1926-1927⁷. Enfin, son jubilé d'argent à titre de diplômé en droit de l'Université Laval est souligné dans le journal *Le Soleil* en 1957⁸.

Une pratique professionnelle

Arcadius Denis obtient sa licence en droit en 1932⁹. Il avait fait sa cléricature auprès de M^e Louis Saint-Laurent, futur premier ministre du Canada¹⁰. Il devient membre du Barreau du Québec la même année, et le sera jusqu'à son décès en 1982, exception faite, selon cet ordre professionnel, d'une interruption de son inscription au Tableau de l'Ordre en 1972-1973 et 1973-1974¹¹.

C'est à Sherbrooke que le jeune avocat décide de s'installer en septembre 1932, pour y faire carrière. D'octobre à décembre, il fait régulièrement publier son offre de services dans les petites annonces du journal *La Tribune* afin de se faire connaître et de recruter ses premiers clients. Son bureau est situé au 6 de la rue Wellington Nord, dans l'édifice alors occupé par la Banque canadienne de commerce. Il fait également du bureau à Weedon deux jours par mois¹².

Au cours de sa carrière de 50 ans, M^e Arcadius Denis agit régulièrement à titre de président d'assemblées d'élections et d'autres assemblées diverses, et aussi comme conseiller juridique de plusieurs organismes. Il intervient dans des dossiers autant criminels que civils, dont des dizaines sont médiatisés. Bien entendu, les cas rapportés par les journaux sont principalement ceux qui font sensation auprès du grand public, tels que des vols de biens matériels et des fraudes, ou encore une tentative de meurtre.

Le premier cas traité par M^e Denis devant un tribunal et qui attire l'attention des journalistes en 1933 est celui de quatre jeunes hommes de Lingwick accusés d'avoir chassé le chevreuil en temps prohibé. Agissant à titre de procureur de la défense, Arcadius Denis obtient l'acquiescement de ses clients après avoir démontré que la preuve était contradictoire¹³.

En 1942, un deuxième cas largement médiatisé est celui de cinq jeunes accusés d'avoir participé à un attroupement illégal à Asbestos lors de l'évasion de deux soldats, un incident qui, selon le chef de police de cette municipalité, « avait pris la forme d'une manifestation anti-conscriptionniste [...] [alors] qu'à trois ou quatre reprises, il avait tenté de pacifier la foule qui semblait être sous l'impression que l'on ramassait les jeunes militaires pour le service outre-mer¹⁴ ». Au terme de ce procès, dont les avocats de la défense sont M^e Arcadius Denis et M^e Carrier Fortin, les jeunes plaident coupables et sont condamnés à une amende de 25 \$ plus les frais, ou à un mois d'emprisonnement¹⁵.

En 1943, Arcadius s'associe au jeune avocat Richard Crépeau pour fonder l'étude légale *Denis et Crépeau*. Leurs bureaux sont situés au 44b de la rue Wellington Nord (aujourd'hui le 86 de la rue Wellington Nord). L'association des deux avocats prendra fin en 1948¹⁶.

En 1947, Arcadius est membre de la commission d'arbitrage chargée de régler les différends entre la Ville de Sherbrooke et quatre groupes d'employés municipaux (policiers, pompiers, personnel de l'hôtel de ville, et personnel du service de gaz et électricité) relatifs aux salaires et aux conditions de travail. Au terme des négociations, des sentences arbitrales décrètent des augmentations significatives des salaires pour les membres des quatre groupes ainsi que la réduction du nombre d'heures de la journée de travail des policiers (passant de 12 heures à 8 heures). Arcadius se déclare toutefois dissident au sujet de la mesure prévoyant le paiement d'un « bénéfice » lorsqu'un pompier quitte le service des incendies¹⁷.

La même année, Arcadius est mandaté pour rédiger un projet de loi privé destiné à modifier la Charte de la Ville de Sherbrooke¹⁸. Présenté en 1948, le projet de loi vise l'annexion de parties des paroisses d'Ascot et d'Ascot Nord (future municipalité de Fleurimont), la rectification des limites générales de la Ville de Sherbrooke, la construction d'une gare centrale d'autobus et la ratification d'un contrat pour la construction de 30 nouvelles maisons pour les « vétérans ». Le journal *Sherbrooke Daily Record* rapporte que le premier ministre Duplessis et le ministre John Samuel Bourque ont participé à la rencontre à Québec au cours de laquelle M^e Denis a présenté le projet de loi, qui fut entériné intégralement et rapidement par le comité des bills privés¹⁹.

Au cours de sa longue carrière, Arcadius Denis est appelé à prononcer des conférences sur différents aspects du droit. Les journaux rapportent qu'il prononce une conférence sur les lois de l'alcool devant les membres des cercles Lacordaire et Sainte-Jeanne d'Arc de Weedon en 1941²⁰, puis une autre causerie sur l'état du droit à l'égard de l'assurance-vie prononcée devant les membres de l'Association des assureurs-vie de Sherbrooke en 1942, au cours de laquelle il déclare qu'« en fait d'assurance-vie, nos lois sont en retard dans la province de Québec²¹ ». Enfin, il est conférencier lors d'un colloque sur la criminalité et l'information en 1966. Tout en étant en

faveur de la liberté de presse vis-à-vis de l'État, il estime qu'une telle liberté ne peut exister à l'égard des individus. Il soutient que la presse commet des abus par certaines nouvelles et des reportages; il en veut pour preuve des exemples de journaux qui font le procès d'accusés avant même que ces derniers aient été jugés²².

Le 3 mars 1956, le *Sherbrooke Daily Record* annonce que M^e Arcadius Denis a été nommé conseil de la reine par le premier ministre Duplessis. La nouvelle est reprise par plusieurs autres journaux²³. Sa nomination au titre exact de « conseil en loi de la Reine » est confirmée dans la *Gazette officielle du Québec* le 9 juin 1956²⁴. Le titre de « Conseil du roi » ou « Conseil de la reine » (abrégié C.R. après le nom) est un titre décerné à l'époque, sous la forme de lettres patentes du roi ou de la reine, aux avocats qui ont cumulé de nombreuses années de service²⁵.

Un mariage et une famille

Le 1^{er} mars 1937, le journal *Le Soleil* de Québec annonce les fiançailles de mademoiselle Gabrielle Ledoux, fille du Dr J.-O. Ledoux²⁶, décédé, et de madame Ledoux, de Sherbrooke, avec M. Arcadius Denis, fils de M. et Mme D. Denis de Weedon²⁷. Le mariage a lieu le jeudi 17 juin, à 9 h 30, en la chapelle de l'évêché de Sherbrooke²⁸. Le couple aura quatre enfants, nés entre 1938 et 1948 : Louise, Jacqueline, Claude et Pierre.

Au plan matériel, les débuts du couple sont difficiles. Le 5 octobre 1938, le bureau de M^e Arcadius Denis, situé dans l'édifice Skinner au 12 de la rue Wellington Nord (aujourd'hui le 20 de la rue Wellington Nord), est la proie des flammes. Les dommages sont considérables. Dans les jours qui suivent, le bureau est temporairement relocalisé au 33 de la rue Wellington Nord²⁹. Quatre mois plus tard, le 8 février 1939, le logement du couple, situé dans l'édifice Ledoux et Pelletier au 117a de la rue King Ouest (devenu le 235 de la rue King Ouest), est également incendié. Le bébé de neuf mois (Louise), de même que la bonne, sont sauvés par un pompier³⁰. Rapidement, la petite famille s'installe dans un autre logement situé au 89 de la rue Queen-Nord (aujourd'hui le 263 du boulevard Queen-Victoria).

Le 21 avril 1943, Arcadius achète la maison d'Alice Denault³¹, veuve de l'avocat Lionel Forest. Située sur la rue Moore, la maison cubique d'influence Queen Ann, comprenant deux étages et une tour de trois étages, et aussi six foyers, avait été construite vers 1900, sur un terrain ayant appartenu à l'industriel Andrew Paton. Le premier propriétaire de la maison fut W.B. LeBaron, marchand d'instruments de musique, dont le commerce a déjà été situé au 141 de la rue Wellington Nord. Après quoi, la maison passa aux mains d'un autre marchand, le quincaillier Malcom Mitchell, avant d'être acquise par M^e Forest³².



Maison de la rue Moore ayant appartenu à Arcadius Denis de 1943 à 1975.

Source : Collection du Musée d'histoire de Sherbrooke

Trente-et-un ans plus tard, c'est la catastrophe ! Durant la soirée du 16 septembre 1974, un jeune homme de 19 ans, sorti de prison la journée même, entre par effraction dans la maison et met le feu dans les couvertures du lit de la chambre principale. Fort heureusement, au même moment, les membres de la famille se trouvent à la résidence d'été, à Deauville. Les dommages matériels évalués à 50 000 \$ (une fortune pour l'époque) touchent principalement la bibliothèque, l'une des plus importantes de la Ville de Sherbrooke, selon le journal *La Tribune*. Dès le lendemain, le prévenu, bien connu du milieu judiciaire, et son frère complice, comparaissent devant le juge Benoît Turmel, qui ordonne que le premier soit soumis à un examen psychiatrique. Le début de l'enquête révèle que c'est un jonc portant les initiales de Pierre, le fils d'Arcadius, disparu peu avant d'un coffret se trouvant dans l'une des chambres de la maison, puis retrouvé sur l'un des deux malfaiteurs, qui a permis de les relier à l'incendie. Trois mois plus tard, l'incendiaire est condamné à quatre ans de pénitencier. Les documents soumis au tribunal révèlent que le jeune homme ne souffrait pas d'une maladie justifiant un internement dans un hôpital, mais plutôt qu'il était sous l'effet de l'alcool et d'une drogue dure au moment où il a mis le feu dans la maison³³. Déjà éprouvé par des difficultés judiciaires et financières, Arcadius vendra la maison dans les mois qui suivront³⁴.

Une présence dans le milieu

Les statuts d'avocat d'Arcadius Denis et de fille de médecin de Gabrielle Ledoux font d'eux un couple relativement prospère de la petite bourgeoisie francophone et catholique émergente de Sherbrooke, malgré la crise économique consécutive au krash boursier de 1929. Leur profil socioéconomique leur permet d'accéder à des groupes et de participer à des activités desquels les membres de la classe ouvrière sont exclus. Ainsi, des journaux de Sherbrooke et d'ailleurs au Québec font état, à la faveur de plusieurs dizaines d'articles, de la participation d'Arcadius, seul ou avec son épouse, à des dîners, soupers, banquets, bals, cérémonies, fêtes, concerts, inaugurations, conférences, congrès, funérailles de dignitaires et croisières, au cours desquels il agit parfois comme présentateur, orateur ou intervenant.

Un engagement professionnel

En marge de sa carrière d'avocat, plusieurs formes d'engagements soutenus marquent le parcours d'Arcadius Denis.

À l'instar des professionnels sherbrookoïses francophones de son époque, il est membre du Club social de Sherbrooke. À partir de 1947, il s'engage davantage au sein de cet organisme en devenant membre de son conseil d'administration à titre de conseiller juridique, puis membre de son exécutif³⁵. Fondé en 1941 par un groupe d'hommes d'affaires « canadiens-français », le Club social de Sherbrooke a pour but de favoriser les rencontres entre les divers groupes du milieu sherbrookoïse. Le Club doit promouvoir, encourager, maintenir et développer des activités sociales pour ses membres tout en permettant la tenue de rencontres privées ou publiques de groupes sociaux issus de milieux professionnels ou du monde des affaires. Il doit aussi aider les talents locaux à se faire connaître³⁶. C'est à partir des années 1940 que le Club social devient le lieu de rencontre des entrepreneurs et des professionnels francophones³⁷.

En sa qualité d'avocat, Arcadius Denis s'engage assez tôt dans les activités du Barreau du district de Saint-François, d'abord à titre de trésorier³⁸, ensuite comme membre du comité du Barreau [*Bar Committee*]³⁹, puis à titre de syndic⁴⁰. Enfin, le 30 avril 1949, il est élu par ses pairs bâtonnier du district⁴¹, pour un mandat non renouvelable d'une année. Le bâtonnier est le représentant officiel de tous les avocats du district. Lors de la cérémonie d'investiture d'Arcadius, on le présente comme un « avocat studieux, travailleur et dévoué, qui remplira cette fonction avec succès et conscience de ses responsabilités⁴² » et qui :

[...] fait preuve, en toute circonstance, d'un remarquable esprit civique qui se traduit de maintes manières et en maints milieux. C'est un citoyen qui, en dehors de ses occupations habituelles, trouve du temps pour s'intéresser activement aux choses culturelles, à la chose musicale et artistique aussi bien qu'aux œuvres sociales et philanthropiques, traduisant ainsi en actes l'intelligent aphorisme du philosophe : *Je suis homme, et rien de ce qui est humain ne m'est étranger*⁴³.

À titre de bâtonnier, Arcadius préside ou anime plusieurs événements protocolaires. Retenons qu'il

agit notamment comme orateur aux côtés de M^{gr} Philippe Desranleau, évêque de Sherbrooke, et du sénateur Jacob Nicol, lors de la cérémonie du 13 septembre 1949 marquant la rentrée des tribunaux à Sherbrooke⁴⁴.

Arcadius s'engage également dans l'Association du Barreau rural de la province de Québec. Ainsi, en 1944, on le retrouve secrétaire du comité du droit civil de cette association. En 1949, il est reconduit dans sa fonction de directeur au sein de l'exécutif de l'Association. En 1950, il est élu représentant du Barreau de Saint-François au conseil de l'Association⁴⁵.

Enfin, en 1952, Arcadius Denis est membre du Barreau du district d'appel de Montréal⁴⁶.

Un engagement politique

Arcadius Denis goûte intensément à la politique dès le début de sa carrière.

D'abord, il s'intéresse à la politique municipale. Le 26 mars 1934, il prononce l'un de ses premiers discours politiques lors de l'assemblée tenue à l'hôtel de ville de Sherbrooke, en appui au D^r Ludger Forest, qui sollicite alors un deuxième mandat à titre de maire⁴⁷. Le dentiste Forest ne sera pas réélu⁴⁸. En mai 1935, Arcadius donne son appui à Joseph Wenceslas Genest, qui est candidat au siège d'échevin n° 2 du quartier centre, à la succession d'Oréus Mailhot⁴⁹. Genest est élu, sera échevin de 1935 à 1944, et maire de Sherbrooke de 1944 à 1946⁵⁰.

Rapidement, l'intérêt du jeune avocat se porte sur la politique provinciale. Dès 1934, il agit comme conseiller juridique de l'Association de la jeunesse libérale de Sherbrooke, nouvellement fondée⁵¹.

Le 14 juillet 1936, après le discours du candidat John Samuel Bourque lors de la convention de l'Union nationale tenue à l'hôtel de ville de Sherbrooke, c'est Arcadius Denis qui prend la parole au nom des jeunes :

La jeunesse d'aujourd'hui n'est pas partisane [*sic*] : elle aime la franchise et la fidélité à la parole donnée. Et si elle se range aux côtés des Duplessis et des Bourque, c'est qu'elle retrouve dans ces hommes ces qualités de choix⁵².

Au terme de cette assemblée, Bourque est choisi comme candidat de l'Union nationale (parti politique fondé l'année précédente), pour le comté de Sherbrooke.

Le lendemain soir, 15 juillet, Arcadius Denis est présent au manège militaire de la rue Belvédère pour entendre le discours du chef, Maurice Duplessis. Le néophyte en politique est visiblement séduit par le programme progressiste qui est présenté : salaire raisonnable pour l'ouvrier, conditions de travail plus humaines, pensions de vieillesse, allocations aux mères nécessiteuses, libre choix du médecin pour l'accidenté, prêt agricole provincial, rajustement du pouvoir de taxer⁵³.

Arcadius est de nouveau orateur lors des assemblées du candidat Bourque tenues à Saint-Élie d'Orford le 2 août « après la grand'messe », à Sherbrooke le 8 août, au Petit-Lac-Magog le 9 août, puis à Stoke, Eustis et Ascot le 10 août⁵⁴. Le 17 août 1936, Maurice Duplessis devient premier ministre du Québec, alors que Johnny Bourque est réélu député de Sherbrooke⁵⁵.

À l'instar de la majorité des Canadiens français, l'adhésion du jeune Arcadius au parti de l'Union nationale s'effrite assez rapidement. Il est du nombre des nationalistes qui constatent que Duplessis n'entend pas appliquer le programme de l'Action libérale nationale, tel qu'il avait été entériné par l'Union nationale avant l'élection, et tel qu'il avait été convenu entre les deux partis, bien que le nouveau premier ministre ait affirmé quelques jours après cette élection « qu'il a toujours l'intention d'accomplir chaque élément du programme de l'Action libérale nationale⁵⁶ ».

Le 17 juillet 1938, Arcadius est choisi comme délégué du comté de Sherbrooke pour participer au congrès des forces oppositionnistes à Sorel, et désigné président du comité régional d'organisation en prévision de ce congrès⁵⁷. Le 6 août, il participe à Richmond à une rencontre avec des représentants des comtés de Sherbrooke, Wolfe, Compton, Stanstead, Shefford, Richmond, Arthabaska, Drummond et Bagot, en vue de l'organisation de la première assemblée régionale de l'Action libérale nationale. Le futur homme d'affaires et futur sénateur Paul Desruisseaux l'accompagne à titre de secrétaire-trésorier du comité. Arcadius participe également à l'assemblée tenue à Asbestos le 28 du même mois, au cours de laquelle Paul Gouin ainsi que le D^r Valmore Olivier, directeur

de l'organisation de Sherbrooke, agissent comme orateurs⁵⁸.

Le 16 avril 1939, Arcadius est conférencier de l'Action libérale nationale, cette fois à la radio de Radio-Canada⁵⁹. Dénonçant la manière de gouverner de Duplessis, il pose notamment la question suivante : « Y a-t-il dans le ministère [le gouvernement] un seul ministre capable d'assumer par lui-même ses responsabilités, de penser et de parler par lui-même ? » À cette question, il répond : « Il n'y en a pas, parce que M. Duplessis a pris soin de s'entourer de subalternes, de serviteurs et de valets. » Puis, citant une déclaration faite à un club politique, à savoir que le premier ministre actuel est connu avantageusement bien au-delà des frontières, il ajoute : « Pareille déclaration nous ramène au temps du servilisme le plus abject que faisait régner M. Taschereau. Sommes-nous une race condamnée à faire des courbettes d'esclaves devant les politiciens en place ? ». Au sujet du prêt agricole, Arcadius soutient que « l'Action libérale nationale n'est pas contre le prêt agricole, mais elle est contre l'abus que commet le gouvernement actuel en s'en servant comme instrument électoral ». Il évoque ensuite les privilèges découlant du patronage en affirmant que « des personnes de ma région trouvent abusif le monopole exercé par une seule famille du gravelage des chemins publics dans les Cantons de l'Est ». Au sujet des « trusts », Arcadius fustige le premier ministre : « Vous aviez promis M. Duplessis de mettre les trusts à la raison. Et qu'avez-vous fait ? Vous avez pris la défense du trust le plus infâme qui soit, le trust du textile. Vous l'avez appuyé, votre *valet de travail* l'a appuyé et vous avez fait en sorte de désorganiser les mouvements ouvriers qui résistaient à ce trust pour vivre convenablement ». Il termine en assurant que « l'Action libérale nationale, grâce à ses candidats dans tous les comtés prendra le pouvoir en faisant mordre la poussière au parti trustard [*sic*] à deux faces, celui de M. Duplessis et celui de M. Godbout »⁶⁰.

Animé d'une telle flamme politique, Arcadius Denis est du nombre des orateurs appelés à s'adresser aux partisans de l'Action libérale nationale réunis en plusieurs assemblées le 30 juillet, encore une fois « dimanche après la grand'messe », dans plusieurs paroisses du comté de Compton afin de présenter le programme du parti⁶¹. À l'assemblée de Saint-Malo, il développe des thèmes qu'il avait abordés à la radio le 16 avril, tout en soulignant que le programme de Paul

Gouin se résume par les mots « la libération économique des Canadiens français ». Il renchérit :

Nous ne devons pas travailler pour les banquiers, les trusts et les financiers, mais pour nous-mêmes, Canadiens français. Pour atteindre cette fin, il faut commencer par se défaire de l'esprit de parti. Il faut élire des gens libres, des gens qui ne sont pas à la merci des caisses électorales⁶².

Lors de cette même assemblée, Arcadius Denis critique le gouvernement provincial pour la façon dont les contrats sont octroyés :

Récemment, un entrepreneur présentait une soumission de 5 000 \$ pour clôturer un tronçon de route non loin de Sherbrooke. Cet entrepreneur était l'unique soumissionnaire. Celui qui ouvrit la soumission lui conseilla de porter son chiffre à 18 000 \$, ce qui fut fait. Voilà un exemple des méthodes unionistes⁶³.

Bien entendu, le ministre des Travaux publics et député de Sherbrooke va réfuter cette assertion, en soutenant que le contrat a été accordé au plus bas des quatre soumissionnaires au montant de 14 013 \$. Bourque condamne publiquement le jeune politicien sherbrookoïse en affirmant que « Me Denis était mal informé, ou mal intentionné ou encore que son organisation a fait défaut ». Le député-ministre en rajoute : « Je conseillerais à M. Denis de se renseigner aux sources officielles avant de faire de telles déclarations. Il pourrait alors nommer l'entrepreneur et l'endroit où sont exécutés les travaux. Il éviterait aussi de faire des déclarations aussi erronées, aussi absurdes que celles qu'il a faites à St-Malo d'Auckland »⁶⁴. Qui a raison ? Qui a tort ? Les journaux de l'époque ne sont pas revenus sur cet incident.

Le mois d'août 1939 est très chargé pour Arcadius Denis qui poursuit une tournée dans les comtés de Wolfe et de Frontenac en prononçant des discours à Wotton, Weedon, Saint-Gérard, Lingwick et Lambton⁶⁵.

Le 6 septembre, Arcadius participe, à titre de représentant local de l'Action libérale nationale, à une assemblée contre la conscription tenue au parc Dufresne de Sherbrooke. Il prend la parole aux côtés des avocats Maurice Delorme et Armand Nadeau (qui

deviendra plus tard maire de Sherbrooke), du D^r Valmore Olivier et de l'architecte Albert Poulin, en soutenant que ce sont le premier ministre King et son ministre Ernest Lapointe qui ont conduit le Canada en guerre contre la volonté de la majorité de la population⁶⁶.

Fin septembre, des candidatures se dessinent en vue du scrutin provincial qui aura lieu le 25 octobre. Les noms du cordonnier J.-D. Tremblay, de l'avocat Arcadius Denis, et de l'épicier Joseph Eugène Choquette sont les plus fréquemment mentionnés au titre de candidats de l'Action libérale nationale dans le comté de Sherbrooke⁶⁷.

Le 3 octobre, M^e Arcadius Denis est choisi à l'unanimité par la convention de l'Action libérale nationale tenue à l'hôtel de ville pour faire la lutte à John S. Bourque et au futur candidat libéral non encore désigné, dans le comté de Sherbrooke. Le journal *La Tribune* rapporte l'essentiel du discours d'investiture d'Arcadius :

[la] classe agricole et la classe ouvrière [...] sont les deux grandes assises de la société, mais qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre, il faut que la politique du gouvernement soit basée sur la priorité du salaire sur les dividendes. [...]. L'A.L.N., dit Me Denis, ne vise pas à empêcher les revenus normaux, mais à prévenir l'exploitation de la population au bénéfice de ceux qui veulent payer de plantureux dividendes sur leur mise de fond [*sic*]. À propos de la question ouvrière, l'orateur dit que la grève des ouvriers du textile fut une grève juste, mais que, faute d'organisation, les ouvriers ne purent soutenir la lutte contre la *Dominion Textile Company*. Les ouvriers se sont fait rouler, dit-il. L'Action libérale nationale favorise le syndicalisme parce qu'il permet aux ouvriers de mieux revendiquer leurs droits. Dans le domaine agricole, la coopération s'impose aussi; il est absolument nécessaire, dit Me Denis, que les cultivateurs s'organisent en dehors de la politique. L'A.L.N. n'a pas peur de l'union des cultivateurs, elle ne craint pas que leur influence politique soit au détriment de la province⁶⁸.

L'annonce de la candidature de M^e Denis sera reprise par plusieurs journaux hors région⁶⁹.

Le 8 octobre, Arcadius est orateur lors d'assemblées de l'Action libérale nationale tenues à Saint-Élie d'Orford et Rock Forest, et encore le 9 octobre à Scotstown⁷⁰.

Puis, le 12 octobre, coup de théâtre ! Arcadius Denis annonce qu'il se retire de la course :

Dans le meilleur intérêt de la cause de l'Action libérale nationale dans le comté de Sherbrooke, je retire ma candidature en faveur de M. J. Eugène Choquette de Sherbrooke-Est. Je démissionne sans arrière-pensée et je travaillerai plus que jamais à faire triompher notre cause dans Sherbrooke. Je remercie de tout cœur les amis qui m'ont supporté jusqu'à date et je leur demande de donner leur appui à mon remplaçant et à notre chef M. Paul Gouin. J'apprécie et je n'oublierai pas les amitiés sincères et les dévouements désintéressés que j'ai connus depuis le début de la lutte. M. Choquette est un homme très favorablement connu dans Sherbrooke et qui saura faire triompher nos idées. Les ouvriers de Sherbrooke auront dans le candidat de l'Action libérale nationale, un homme de leur choix et je les prie de l'appuyer dans sa lutte qui est leur lutte (qu'ils ne l'oublient pas) afin de faire triompher l'honnêteté et la justice contre la corruption des vieux partis⁷¹.

À mots à peine voilés, Arcadius reconnaît que les militants de l'Action libérale nationale ne s'identifient pas à son profil socioéconomique – un jeune avocat de 33 ans – et qu'il n'a pas, par conséquent, les appuis nécessaires pour remporter l'élection dans le comté de Sherbrooke. D'autant que son principal opposant est le très populaire député sortant Johnny Bourque, déjà titulaire de deux ministères dans le cabinet Duplessis.

Le même soir, lors de la première assemblée du candidat Choquette, Arcadius Denis affirme haut et fort « que la question de la conscription ne doit pas être en jeu dans la présente campagne, car elle est inévitable si la guerre dure quelques années et ni M. Lapointe, ni M. Godbout, ni M. Duplessis ne pourront l'empêcher⁷² ». Faut-il le rappeler, la Deuxième Guerre mondiale avait débuté le 1^{er} septembre 1939⁷³. Attaquant la « gaspilleuse administration » de l'Union nationale, Arcadius soutient que « les suiveurs du premier ministre Duplessis étaient des membres de la

même organisation qui devait être chassée aux élections de 1936. Nous avons voté pour un nettoyage de la maison en 1936, dit-il, et maintenant nous devons le refaire encore en 1939⁷⁴».

Malgré son désistement, Arcadius respecte sa parole et continue de faire campagne aux côtés du candidat Choquette et à prendre fréquemment la parole, notamment lors d'une assemblée contradictoire tenue à Sherbrooke, aussi à la radio de CHLT, puis lors d'une assemblée avec le chef Paul Gouin, le tout à quelques jours de l'élection générale⁷⁵.

Le 25 octobre 1939, le parti libéral dirigé par Adélar Godbout prend le pouvoir à Québec alors que le candidat unioniste John Samuel Bourque est réélu député de Sherbrooke⁷⁶ « battant par 98 voix le candidat libéral, l'ouvrier Maurice Gingues, auquel manquèrent, sans doute, les 615 voix recueillies par le dissident J.E. Choquette, portant les nostalgiques couleurs de l'ALN⁷⁷ ». Le chef de l'Action libérale nationale, Paul Gouin, est défait dans la circonscription de Montréal-Mercier, et le parti est dissous peu de temps après⁷⁸.

Malgré cette défaite de parti, Arcadius est toujours animé par ses convictions politiques nationalistes. C'est ainsi qu'il poursuit son action en joignant les rangs du Bloc populaire, fondé par Maxime Raymond en septembre 1942, afin de s'opposer à la conscription⁷⁹. Très actif, Arcadius préside une assemblée de ce nouveau mouvement politique tenue à Sherbrooke le 21 février 1943⁸⁰. En août, il agit comme conférencier à la radio de CHLT et participe à plusieurs assemblées de comté en appui à l'agriculteur Joseph Armand Choquette, candidat dans le comté fédéral de Stanstead qui, à la faveur d'une élection partielle, se fait élire comme premier député de ce parti⁸¹.

En janvier 1944, les organisateurs et sympathisants du Bloc populaire à Sherbrooke, sous la présidence de M^e Arcadius Denis, décident d'envoyer une dizaine de délégués au congrès de cette formation politique qui a lieu à Montréal début février⁸². Par la suite, Arcadius est résolument impliqué dans la campagne du parti à titre d'orateur lors de différentes assemblées tenues dans la région de Sherbrooke et à Lac-Mégantic, et plus particulièrement au bénéfice du candidat Joseph-Armand Rouleau dans Sherbrooke⁸³. Malgré tous ces efforts, à l'élection du 8 août, c'est l'unioniste Johnny Bourque qui, une nouvelle fois, est réélu député dans le comté de Sherbrooke⁸⁴.

En novembre 1944, cent vingt-cinq délégués des comtés de Sherbrooke, Stanstead, Compton, Wolfe et Richmond se réunissent à Sherbrooke afin d'élire les membres de l'exécutif du comité régional du Bloc populaire. Arcadius préside l'assemblée, mais il ne se fait pas élire au sein de cet exécutif, ni au sein du comité de Sherbrooke⁸⁵.

En juin 1945, une assemblée du Bloc populaire a lieu à Sherbrooke en appui au D^r Valmore Olivier, candidat de ce parti dans Sherbrooke pour la prochaine élection fédérale, et dont les orateurs principaux sont le député René Chaloult et le D^r Philippe Hamel de Québec, ainsi que M^e Arcadius Denis⁸⁶. Dans son allocution, Arcadius « a rappelé que le vote canadien-français lors du plébiscite a eu de telles répercussions que M. King a été obligé de tenir compte de son *non* retentissant » et « demandé d'élire un homme qui puisse dire *non* à Ottawa quand ce sera le temps et qui saura également se tenir debout. Nul homme n'est mieux qualifié pour cette tâche que le Dr Olivier »⁸⁷. Le 11 juin 1945, le libéral Maurice Gingues est élu député de Sherbrooke à la Chambre des Communes⁸⁸.

Plus tard, Arcadius Denis, « l'un des principaux partisans du Bloc à Sherbrooke », niera qu'il soit question de la disparition de ce parti⁸⁹. L'histoire lui donnera tort puisque André Laurendeau démissionne en tant que chef du Bloc populaire en 1947, le parti ne participe pas à l'élection provinciale subséquente en 1948, et que, à la dissolution du Parlement fédéral en 1949, le parti a pratiquement cessé d'exister⁹⁰. Ce sera également la fin de l'engagement politique actif d'Arcadius Denis.

Malgré les échecs des partis politiques au sein desquels il a milité, Arcadius Denis demeure intéressé à la chose politique. En 1957, il appuie le comptable Marcel Savard, candidat au siège d'échevin du quartier centre à Sherbrooke⁹¹. Savard sera élu par acclamation⁹². Enfin, en 1962, le nom d'Arcadius Denis se retrouve, vraisemblablement à son insu, sur une liste de l'Alliance laurentienne. Les journaux n'apportent pas de précisions quant à son implication ou non dans ce mouvement indépendantiste, d'inspiration fasciste, qui dénonce le capitalisme et la démocratie. Quoi qu'il en soit, l'Alliance disparaîtra rapidement devant la montée d'autres mouvements indépendantistes aux idées plus progressistes⁹³.

Un engagement socioéconomique

Dès 1937, à titre de membre de la Chambre de commerce cadette de Sherbrooke, Arcadius Denis est l'un des instigateurs d'une campagne d'achat local. Il suggère également de demander au gouvernement provincial de prendre entièrement à sa charge l'entretien de la route n° 5 (Sherbrooke – Derby Line) : « Il obtiendrait un plus fort revenu de la taxe sur l'essence; il y aurait plus de touristes. Si le gouvernement prend l'entretien à sa charge, nous n'aurons plus à revenir chaque automne sur cette question »⁹⁴. Il appuie également la recommandation de fixer la semaine de travail à une limite de 54 heures⁹⁵. Il est membre du comité de la petite propriété, chargé d'examiner la suggestion d'abolir la taxe immobilière qui pourrait être remplacée par un impôt sur le revenu provincial ou municipal, mais non fédéral. Il considère qu'une exemption de taxes serait injuste pour les propriétaires actuels, alors que plusieurs d'entre eux ont des maisons hypothéquées, et qu'ils parviennent difficilement à acquitter leurs redevances – pourquoi seraient-ils privés des avantages dont jouiraient les futurs propriétaires ?⁹⁶. Fascinante cette crainte persistante du communisme alors qu'un conférencier invité, et remercié par Arcadius Denis, déclare devant les membres de la Chambre cadette en 1938 qu'une « action concertée est essentielle pour combattre les influences pernicieuses du socialisme et du communisme, des associations comme la jeune chambre de commerce peuvent accomplir énormément dans cette direction »⁹⁷. Lors du congrès de la Fédération des chambres de commerce cadettes tenu à Sherbrooke en 1939, Arcadius est de ceux qui manifestent leur opposition à toute conscription pour service obligatoire outre-mer⁹⁸. En 1945, il est élu membre du comité de législation de la Chambre de commerce de Sherbrooke⁹⁹. Deux ans plus tard, il devient responsable du même comité¹⁰⁰.

En 1942, Arcadius Denis participe à la fondation de la compagnie d'assurances *La Solidarité* « dont le but [...] est d'aider, avec les capitaux qu'elle accumulera, l'agriculture, l'éducation, la religion, l'industrie et le commerce chez les Canadiens français¹⁰¹ ». Progressivement, la compagnie offre au public tous les types d'assurances (vie, maladie, accident, incendie, etc.)¹⁰². La religion n'étant jamais bien loin de la gestion des affaires civiles, le président de *La Solidarité*, au terme d'une première année d'activités, après avoir exposé les succès obtenus et le travail des

directeurs, « remercia la Providence, pour la protection manifeste qu'Elle a accordée à notre compagnie qui a comme patronne Notre-Dame des Victoires¹⁰³ ». Arcadius agira à titre d'administrateur de cette compagnie pendant plus de 20 ans¹⁰⁴. En 1952, il sera plus particulièrement membre de son exécutif¹⁰⁵. En 1996, *La Solidarité* fusionnera avec une autre compagnie d'assurances, L'Industrielle-Alliance¹⁰⁶.

Enfin, en mars 1956, Arcadius est élu membre du bureau de direction de l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke. Deux ans plus tard, il est nommé secrétaire de la Corporation de l'Hôtel-Dieu, fonction qu'il occupe toujours en 1960¹⁰⁷. Il est de ceux qui réfléchissent à la mission du futur hôpital Saint-Georges¹⁰⁸ construit sur le territoire d'Ascot Nord, projet qui sera abandonné au profit d'un futur hôpital universitaire, le Centre hospitalier de l'Université de Sherbrooke.

Un engagement religieux et un engagement humanitaire

Toute sa vie, Arcadius Denis fut un homme sensible au bien-être des autres, notamment celui des personnes indigentes. Cette sensibilité s'est exprimée de plusieurs façons, essentiellement par sa contribution à de nombreuses activités philanthropiques, et son implication dans des organisations religieuses et dans plusieurs organisations humanitaires.

Le 15 décembre 1935, en sa qualité de secrétaire-receveur du Conseil Saint-Michel n° 19 de l'Union Saint-Joseph du Canada (à Sherbrooke), Arcadius assiste à une causerie sur le patriotisme au point de vue économique, qui voulait montrer la nécessité pour les Canadiens français de croire dans l'administration des affaires par eux-mêmes, et de « défendre la race » par l'organisation économique. À la fin de la soirée, « M. Arcadius Denis, secrétaire-receveur, remercie l'assistance et souligne l'influence de la femme au foyer¹⁰⁹ ». Rapportée hors contexte par le journal *La Tribune*, comment cette affirmation devait-elle être interprétée ?

L'année suivante, Arcadius demande à l'évêque de Sherbrooke, M^{gr} Osias Gagnon, de nommer un aumônier pour le conseil local de l'Union. La lettre est signée avec une formule pour le moins pompeuse et empreinte de soumission à l'autorité de l'archevêque : « Je suis, avec le plus profond respect, Excellence, De votre Grandeur, Le très humble et très obéissant serviteur, Arcadius Denis¹¹⁰ ». Autres temps, autres

mœurs ! Il est utile de rappeler que l'Union Saint-Joseph « veut donner aux membres l'occasion de s'aider mutuellement, accorder, en temps de maladie, des secours pécuniaires à ses membres, à chaque semaine, secourir les veuves et leurs orphelins, procurer aux membres une sépulture chrétienne et aider les membres à demeurer dans le chemin du bien¹¹¹ ». À l'été de 1944, Arcadius Denis est toujours actif au sein de ce regroupement¹¹².

Le 21 juin 1936, une célébration de la fête du Sacré-Cœur a lieu dans la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke, réunissant des milliers de personnes, selon le journal *La Tribune*. Johnny Bourque et Arcadius Denis figurent parmi les quatorze porteurs du dais¹¹³.

En 1938, Arcadius devient deuxième vice-président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke¹¹⁴. Au tournant des années 1940, la Société a pour objectif principal « de défendre la langue française et la religion catholique », étant entendu que « la survivance catholique et française apparaît maintenant liée aux aspects matériels de la vie ». Ainsi, « la SSJB ambitionne l'appropriation de certains leviers économiques mais sans perdre de vue l'objectif principal qui doit guider le Canadien français : conserver sa langue et sa foi. Cet objectif sera atteint si la cellule familiale est présente et forte¹¹⁵ ». En 1939, animé par ces valeurs, Arcadius est élu membre du conseil d'administration de la Fédération diocésaine de la Société Saint-Jean-Baptiste¹¹⁶. Quarante ans plus tard, le journal *La Tribune* rappellera qu'il est l'un des treize membres du premier conseil diocésain de la même société toujours vivant !¹¹⁷

En 1943, Arcadius assiste à plusieurs causeries sur la vie chrétienne donnée sous les auspices de la Ligue indépendante catholique, qui ont lieu au Château Frontenac... de Sherbrooke !¹¹⁸

Dans les premiers mois de 1944, le maire de Sherbrooke, Alexander Clark Ross, et M^c Arcadius Denis, lancent à la population un appel pressant de dons à la Croix-Rouge afin de soutenir sa mission d'aide humanitaire auprès des soldats qui se trouvent outre-mer. Arcadius participe également à une activité d'aide aux prisonniers de guerre français, tenue au Club social¹¹⁹. Il sera un donateur régulier de la Croix-Rouge pendant de nombreuses années.

En 1947, Arcadius Denis est élu vice-président et président du comité des programmes du Club Richelieu¹²⁰. Organisme de bienfaisance, le Club Richelieu de Sherbrooke s'occupe plus particulièrement des œuvres de jeunesse, comme l'Œuvre des terrains de jeux (OTJ) et la Colonie de vacances de Saint-Philippe-sur-le-Lac. Plusieurs familles de la ville, des religieux missionnaires, des conférenciers et l'Orchestre symphonique de Sherbrooke profitent de dons, dus à la générosité des membres du Club. Enfin, de nombreuses conférences, ouvertes aux amis et invités du Club, sont prononcées¹²¹. En 1949, Arcadius est toujours activement impliqué dans les activités de cet organisme à titre de directeur au sein de son exécutif, et de membre d'un comité regroupant les organismes et clubs de langue française locaux ayant pour mission d'accueillir les personnes qui ont immigré récemment à Sherbrooke après la Deuxième Guerre mondiale¹²². En 1953, il est membre du comité de recrutement, puis du comité de publicité du Club Richelieu¹²³. Le 9 mars 1953, il remercie la conférencière Jeannette Bertrand qui « a servi la soupe chaude aux membres du *Richelieu-Sherbrooke* à leur dîner hebdomadaire [...] à l'hôtel New Sherbrooke »¹²⁴.

Dans les années 1950, Arcadius Denis est vice-président pour le secteur Saint-Michel (Sherbrooke) du comité diocésain de la grande croisade du chapelet, et porte en conséquence le titre de Chevalier de Notre-Dame. Sous la direction de l'archevêque de Sherbrooke, M^{gr} Georges Cabana, la croisade regroupe plus de 5 000 personnes chargées de répandre dans le diocèse la dévotion à la Sainte Vierge¹²⁵. Concrètement, des milliers de personnes s'engagent lors de la cérémonie de clôture de la croisade¹²⁶ à « réciter un chapelet par jour et de consentir un sacrifice », pour une période de cinq ans, la croisade ayant « pour but principal de combattre l'alcoolisme, les publications immorales et le communisme¹²⁷ ».

Le 7 août 1955, Arcadius prononce une allocution devant les membres de l'Association locale des Néo-Canadiens, dont il est un des pionniers¹²⁸. L'Association est devenue le Service d'aide aux Néo-Canadiens, toujours actif à Sherbrooke. En décembre 1956, Arcadius est président du Comité d'aide aux Hongrois de Sherbrooke, chargé de coordonner l'accueil de réfugiés de la Hongrie¹²⁹, à la suite de l'invasion de ce pays par la Russie¹³⁰. Le 8 janvier 1957, quarante-six réfugiés hongrois arrivent à Sherbrooke et sont pris en charge par le Comité¹³¹.

Enfin, en 1961, Arcadius est l'un des présidents d'honneur de la campagne de financement pour la construction de l'hôtellerie de l'Abbaye de Saint-Benoît-du-Lac¹³².

Un engagement culturel

Arcadius Denis s'est aussi activement engagé auprès de plusieurs organisations culturelles.

Arcadius fréquente le cercle littéraire Le Soupirail, une société artistique et littéraire fondée en 1940 par le journaliste Louis C. O'Neil et dont le premier président fut l'abbé et futur Monseigneur Maurice O'Bready. Le Soupirail invite ses membres à plusieurs types d'activités telles que des conférences, les « Mardis du Soupirail », et des dîners annuels, et publie, un temps, un journal appelé *Le Tuyau*¹³³. En 1941, Arcadius est membre du comité de la constitution du Soupirail avec son confrère Maurice Delorme¹³⁴. Au fil des années, Arcadius prononce cinq conférences devant les « amis » de ce regroupement : « Physionomies » (8 avril 1941), « De la vérité juridique » (24 février 1942), « De la notion de patrie » (9 mars 1943), « Notre constitution canadienne » (10 avril 1945) et « De l'aveu » (14 janvier 1947)¹³⁵. Une autre conférence annoncée à l'automne 1942 et intitulée « Mes 48 heures de vie publique » ne semble pas avoir été prononcée¹³⁶. Arcadius est élu vice-président du Soupirail en décembre 1947, puis président en janvier 1949, alors que Maurice O'Bready est réélu secrétaire¹³⁷. Il y côtoie régulièrement le poète et journaliste Alfred DesRochers, de même que le directeur de l'Orchestre symphonique de Sherbrooke, Sylvio Lacharité.

En 1954, Arcadius est élu membre du conseil de la section de Québec de la Société Royale d'Astronomie du Canada¹³⁸. À ce titre, il participe activement à la cueillette de 25 000 \$ pour l'acquisition d'un télescope dans le cadre du projet visant à « relever de ses ruines l'ancien Observatoire de Québec¹³⁹ ».

En 1955, Arcadius et son épouse Gabrielle sont élus membres du conseil sherbrookoïse de L'Alliance française¹⁴⁰. La mission de cet organisme consiste à établir un contact plus étroit entre la France et le Canada. Le comité de Sherbrooke avait été fondé en 1930 par des officiers de L'Union musicale de Sherbrooke. L'affiliation du comité sherbrookoïse à cet organisme littéraire poursuit l'objectif de développer l'intérêt pour la littérature d'expression française dans Sherbrooke et ses environs. Le comité de Sherbrooke

disparaît en 1967¹⁴¹. Le livre des signatures aux activités de L'Alliance française révèle que M. et Mme Denis ont participé occasionnellement aux activités de ce regroupement¹⁴². En outre, le journal *La Tribune* rapporte le 31 octobre 1956 que M. et M^{me} Denis feront partie des invités d'honneur lors de l'ouverture du 5^e Salon du Livre à l'École supérieure¹⁴³.

Un engagement éducatif

L'année 1954 est celle de la fondation de l'Université de Sherbrooke. M^e Albert Leblanc est le premier doyen de la nouvelle faculté de droit qui, à ses débuts, loge dans l'immeuble du palais de justice. Selon l'historien Denis Goulet, « M^e Leblanc ne peut rêver d'un meilleur endroit pour mettre à profit sa philosophie de l'enseignement pratique. Les échanges quotidiens avec les avocats, les juges et les notaires ainsi que les cours donnés par ceux-ci créent un climat favorable à l'apprentissage du droit. De plus, on se dit que ça ne fera pas de mal aux *hommes de robe* de se replonger un peu dans leurs livres¹⁴⁴ ». La Faculté débute très modestement en offrant un programme de licence de trois ans donnant accès au Barreau et à la Chambre des notaires. La première année, on avait sous-estimé la demande d'inscriptions : ce sont 18 étudiants, dont deux femmes, qui se présentent alors qu'on en attendait quatre ou cinq¹⁴⁵. C'est dans ce contexte que M^e Arcadius Denis devient chargé de cours à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, et ce, dès la première année académique. À ce titre, il donne d'abord le cours de droit romain, puis les cours de droit civil et de procédure civile, et plus tard, le cours sur les faillites. Sa contribution à l'enseignement du droit à Sherbrooke durera huit ans, jusqu'à l'année universitaire 1962-1963¹⁴⁶.

Une contribution mise en valeur

Arcadius Denis est décédé à Sherbrooke, le 17 avril 1982, à l'âge de 75 ans.

Quarante ans plus tard, force est de constater que la vie et la carrière de cet homme de loi et de cet homme d'engagement ont échappé aux généalogistes et aux historiens. Étonnante réalité, considérant la contribution du personnage à différentes sphères de la vie sherbrookoïse, des années 1930 jusqu'à la fin des années 1970.

Le présent article poursuivait l'objectif de faire connaître l'histoire de l'avocat Arcadius Denis. À défaut de pouvoir accéder à des archives personnelles,

familiales, professionnelles ou institutionnelles significatives, c'est principalement au moyen de plus de 600 articles de journaux de l'époque qu'il a été possible de retracer le parcours singulier de ce Sherbrookoïse d'adoption.

Autonomiste affirmé, fervent catholique, sensible à la cause des « Canadiens français », et plus particulièrement à celle des travailleurs agricoles et des ouvriers, vivement animé par les arts, la culture et l'éducation, M^e Arcadius Denis fut un homme à l'image des valeurs de son temps, dévoué, résolument engagé dans son milieu. Soit, il n'a pas laissé l'héritage d'actions ou de réalisations spectaculaires, mais il a agi de manière soutenue auprès d'instances ou

d'organisations professionnelles, politiques, socioéconomiques, religieuses, humanitaires, culturelles et éducatives dont la mission, dans la majorité des cas, visait la défense, le maintien, voire l'amélioration, des conditions de vie des Sherbrookoïses. À ses insuccès en politique active, ses engagements philanthropiques ont incontestablement fait contrepoids. Ses actions d'avant la Révolution tranquille au sein de la Croix-Rouge, du Club Richelieu, de l'Association locale des Néo-Canadiens, et du Comité d'aide aux Hongrois de Sherbrooke, sont quelques exemples éloquentes de son apport significatif à la société sherbrookoïse. Cette contribution méritait d'être mise en valeur.

ARCADIUS DENIS

Lignée paternelle

Denis Thibault

Andrée Caillaud

13 août 1669, Sainte-Famille, Île d'Orléans

Jean Thibault

Anne Paquet

23 novembre 1733, Saint-Laurent, Île d'Orléans

Jean-Baptiste Thibault

Agathe Ruel

18 novembre 1760, Saint-Laurent, Île d'Orléans

Jean Thibault

Marie Roy

7 novembre 1791, Saint-Gervais

Jean Thibault

Marguerite Lebrun

3 juillet 1820, Saint-Gervais

François Thibault (Denis)

Marcelline Breton

6 février 1872, Lambton

Delphis (Thibault) Denis¹⁴⁷

Elmina Therrien

16 juillet 1896, Lac-Drolet

Arcadius Denis

Gabrielle Ledoux

17 juin 1937, Sherbrooke

Lignée maternelle

Pierre Terrien

Gabrielle Minaud

17 mai 1670, Sainte-Famille, Île d'Orléans

Louis Terrien

Catherine Bidet

20 avril 1700, Saint-Jean, Île d'Orléans

Louis Therrien

Marguerite Corriveau

27 mai 1726, Saint-Vallier

Louis Therrien

Marie-Louise Patry

27 avril 1761, Saint-Michel-de-Bellechasse

Gabriel Therrien

Suzanne Roy

29 octobre 1798, Saint-Vallier

Joseph Therrien

Marie-Césarie Langlois

26 février 1838, Montmagny

Pierre Therrien

Marie-Priscille Royer

2 février 1869, Lambton

Elmina Therrien

Delphis (Thibault) Denis

16 juillet 1896, Lac-Drolet

Arcadius Denis

Gabrielle Ledoux

17 juin 1937, Sherbrooke

Recherche : Frédéric Brochu, archiviste

Notes

¹ Marie-Reine (Irène) Denis soutient que ses parents, Delphis Denis et Elmina Therrien, ont eu 14 enfants dont « un enfant mort à la naissance » entre 1904 et 1906. Thérèse Denis Lavertu, *Delphis Denis, des témoignages... et un peu d'histoire...*, Weedon, à compte d'auteur, 1989, p. 4 et 6. Nos recherches ne nous ont pas permis de retracer l'acte de baptême ou l'acte de sépulture de cet enfant présumé.

² Tous les renseignements relatifs aux baptêmes, mariages et sépultures (BMS) de la famille Denis proviennent des banques de données généalogiques suivantes : Mes Aïeux, Fichier Connolly, Le Lafrance, Index des mariages et décès du Québec 1926-1997, PRDH, Ancestry et Find A Grave. Tous les renseignements relatifs aux BMS consignés au Québec avant les années 1940 ont été validés avec les registres paroissiaux et actes d'état civil du Québec (Collection Drouin) disponibles dans Généalogie Québec et dans Ancestry.

³ « Au Séminaire et à l'École normale », *Le Soleil*, 18 juin 1923; « Résultat du concours intercollégial », *Le Soleil*, 30 avril 1927; « L'Académie commerciale sera affiliée à l'Université Laval, annonce Mgr Gosselin », *Le Soleil*, 19 juin 1928; « Laval a eu une année fructueuse », *Le Soleil*, 17 juin 1929; « Jour de la moisson au Séminaire », *Le Soleil*, 19 juin 1929; « Finissants qui font le choix d'une carrière », *Le Soleil*, 19 juin 1929; « La distribution des prix », *L'Action catholique*, 19 juin 1929; « 75 candidats aux examens du Barreau », *Le Canada*, 28 juin 1929.

⁴ « Officiers des E.E.D. », *L'Action catholique*, 17 septembre 1930; « Le Parlement des étudiants », *Le Soleil*, 8 octobre 1930; « Une défaite au parlement modèle hier », *Le Soleil*, 6 novembre 1930; « Les études juridiques », *Le Soleil*, 19 février 1931; « La parade des étudiants est fixée au 24 oct. », *Le Soleil*, 26 septembre 1931; « Le premier débat entre universités », *Le Canada*, 10 octobre 1931; « La Confédération est-elle née viable? », *Le Petit journal*, 11 octobre 1931; « Nombreuses activités au Palais », *Le Soleil*, 10 décembre 1931; « L'Université Laval à Ottawa demain », *Le Droit*, 18 février 1932; « Le débat oratoire », *Le Soleil*, 19 février 1932; « Le Conseil de la ligue interuniversitaire », *Le Droit*, 19 février 1932; « L'inauguration de la ligue des débats universitaires a lieu [sic] dans 3 villes hier », *Le Nouvelliste*, 20 février 1932; « La ligue des débats interuniversitaires Ott.-Montréal-Laval », *Le Droit*, 27 janvier 1937.

⁵ « Les anciens de Laval à Sherbrooke », *Le Soleil*, 30 avril 1948.

⁶ « Enthousiaste réunion, samedi, de nos anciens de Laval, au Club Social », *La Tribune*, 23 janvier 1950; « Les Anciens de Laval des Cantons de l'Est », *L'Action catholique*, 24 janvier 1950.

⁷ « Rhétoriciens 1926-27 », *Le Soleil*, 13 septembre 1952; « Les rhétoriciens de la promotion 1926-27 », *L'Action catholique*, 16 septembre 1952.

⁸ « Jubilés d'or et d'argent fêtés lors des journées des Anciens », *Le Soleil*, 18 septembre 1957.

⁹ « Licence en droit », *Le Soleil*, 25 mai 1932; « La licence en droit, à l'université Laval », *La Presse*, 26 mai 1932; « 18 étudiants reçus en droit », *La Patrie*, 27 mai 1932; « Une brillante cérémonie de fin d'année à l'Université », *Le Soleil*, 1^{er} juin 1932; « Les nouveaux avocats », *Le Devoir*, 8 juillet 1932.

¹⁰ « Bâtonnier du Barreau du district de S.-François », *La Presse*, 3 mai 1949.

¹¹ Selon le Barreau du Québec, Arcadius Denis « a été inscrit de 1932-1933 à 1971-1972, a donné sa démission pour les années 1972-1973 et 1973-1974, s'est réinscrit en 1974-1975 et a été membre [...] jusqu'à son décès en 1982 ». Barreau du Québec, lettre de la responsable de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels en réponse à la demande d'informations de Frédéric Brochu, 24 janvier 2022. Vérification faite, les informations concernant Arcadius Denis rapportées par le Barreau sont contradictoires avec celles que l'on retrouve dans la *Gazette officielle du Québec* qui, dans son édition du 28 avril 1973, le présente comme « avocat, régulièrement inscrit au tableau de son Ordre » et aussi avec celles que l'on retrouve dans plusieurs articles des journaux *La Tribune*, *Sherbrooke Daily Record* et *Le Devoir* des années 1972 à 1974 qui font état de ses actions à titre d'avocat.

¹² « Cartes professionnelles – avocats », *La Tribune*, 29 octobre 1932.

¹³ « Chasseurs de chevreuil sous arrêt », *La Tribune*, 18 octobre 1933; « Charged With Killing Deer Out Of Season », *Sherbrooke Daily Record*, 18 octobre 1933; « Le juge Lemay dénonce de nouveau le fléau du parjure devant la Cour », *La Tribune*, 19 octobre 1933.

¹⁴ « L'incident d'Asbestos avait pris un caractère anti-conscriptoniste », *La Tribune*, 3 juillet 1942.

¹⁵ « Le procès de B. Gaudreau [sic] se poursuit aux Assises », *La Tribune*, 28 octobre 1942; « Goudreau, Dubois et Gilbert condamnés à \$25 et les frais ou 1 mois d'emprisonnement », *La Tribune*, 29 octobre 1942.

¹⁶ « Une nouvelle étude légale », *La Tribune*, 17 septembre 1943; « R. Crepeau To Fill Legal Firm Vacancy », *Sherbrooke Daily Record*, 15 janvier 1948.

¹⁷ « Grievances To Be Studied By 3-Man Board », *Sherbrooke Daily Record*, 25 juin 1947; « Ajournement au comité d'arbitrage? », *La Tribune*, 26 juin 1947; « Le budget de Sherbrooke ne sera pas présenté avant la mi-août », *La Tribune*, 1^{er} juillet 1947; « Civic Workers Case Resumed This Morning », *Sherbrooke Daily Record*, 14 juillet 1947; « Demandes de salaires agréées dans la proportion de 75 p. c.; journée de 8 heures à la police », *La Tribune*, 31 octobre 1947; « Extensive Wage Increases For City Employees Given By Arbitration Board Rule », *Sherbrooke Daily Record*, 31 octobre 1947.

¹⁸ « Congés civiques les 26 décembre et 2 janvier », *La Tribune*, 17 décembre 1947.

¹⁹ « Délégation à Québec », *La Presse*, 24 février 1948; « La Ville pourra emprunter \$200,000 pour le terminus », *La Tribune*, 25 février 1948; « Municipal Bill Approved », *Sherbrooke Daily Record*, 25 février 1948; « Le bill de la ville de Sherbrooke est adopté en 15 minutes à peine », *Le Soleil*, 26 février 1948.

²⁰ « Chez les Lacordaire et Jeanne d'Arc de Weedon », *La Tribune*, 2 octobre 1941.

²¹ « Nos lois de l'assurance retardent », *La Tribune*, 18 novembre 1942; « Life Insurance Legislation Is Said Out-Moded », *Sherbrooke Daily Record*, 18 novembre 1942.

²² « Quel est le rôle de la presse vis-à-vis des criminels? », *La Tribune*, 30 novembre 1966.

²³ « Mayor of Drummondville Sherbrooke Man Are QC's », *Sherbrooke Daily Record*, 3 mars 1956; « Nominations annoncées par M. Duplessis », *Le Droit*, 3 mars 1956; « Nominations annoncées par M. Duplessis », *Le Nouvelliste*, 3 mars 1956; « Plusieurs nominations du cabinet provincial », *L'Action catholique*, 3 mars 1956; « M. Duplessis décerne des titres », *Le Progrès du Saguenay*, 3 mars 1956; « Me R.-T. Hébert, juge municipal à Montréal », *La Presse*, 3 mars 1956.

²⁴ « Nominations », *Gazette officielle du Québec*, 9 juin 1956, p. 2001.

²⁵ *Conseil du roi*, dans Wikipédia, [en ligne], [https://fr.wikipedia.org/wiki/Conseil_du_roi]. Page web consultée le 13 février 2022.

²⁶ Joseph Omer Ledoux est né à Sainte-Rosalie, le 5 juillet 1871. Il fait son cours classique au Séminaire de Saint-Hyacinthe, puis il obtient sa licence en médecine de l'Université Laval, à Montréal, en 1896. Le 2 juin de la même année, il épouse Marie-Louise Hébert (1874-1959) en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke. Le couple élève sept enfants, dont les trois premiers naissent à Upton et les autres à Sherbrooke : Jeannette (1897-1959), Germaine (1899-1971), Juliette (1901-1991), Gaston (1903-1963), Lucienne (1907-1994), Gabrielle (1909-2002) et Armand (1911-1967). Joseph Omer Ledoux est omnipraticien à Upton de 1896 à 1901. Il effectue des études post-graduées en chirurgie à Paris en 1901-1902, puis il s'établit à Sherbrooke en 1902. Son bureau et sa résidence se trouvaient dans l'immeuble portant actuellement le numéro civique 180 de la rue Sanborn. En 1906, il devient chirurgien en chef de l'Hôpital général Saint-Vincent-de-Paul. De 1927 à 1929, il en préside le bureau médical. Il est conseiller municipal du quartier Sud de 1908 à 1913 et directeur de la Eastern Townships Agricultural Association. En 1916, il est un des pétitionnaires demandant que le secteur de Petit-lac-Magog se sépare de la municipalité de Canton d'Orford. En 1917, il est membre du conseil municipal du village érigé le 22 décembre 1916. De 1921 à 1923, il en est le deuxième maire. Il décède le 1^{er} mai 1929 à Sherbrooke. Gérard Côté et Jean-Marie Dubois, *Rue Omer-Ledoux*, Sherbrooke, 17 novembre 2009, révisée le 12 octobre 2012. Fiche toponymique non publiée.

²⁷ « Notre carnet – fiançailles », *Le Soleil*, 1^{er} mars 1937.

- ²⁸ « Mondanités », *Le Canada*, 31 mai 1937. Il s'agit de la chapelle privée de l'évêque de Sherbrooke.
- ²⁹ « Le feu détruit le bloc Skinner, causant une perte de \$75,000 », *La Tribune*, 6 octobre 1938; « Arcadius Denis avocat [encadré publicitaire] », *La Tribune*, 17 octobre 1938.
- ³⁰ « L'assistant-gérant de Fraser Bros. estime les dommages à \$60,000 », *La Tribune*, 9 février 1939; « Firemen Rescue Infant From Fire-Damaged Fraser Block », *Sherbrooke Daily Record*, 9 février 1939.
- ³¹ M^{me} Lionel Forest, née Alice Denault, était la fille de Donat Oscar Édouard Denault (1859-1942), maire de Sherbrooke en 1920-1921. Elle était également la belle-sœur de Ludger Forest (1877-1943), maire de Sherbrooke en 1932-1934. Sous la direction de Louissette Pothier, *Les maires de Sherbrooke (1852-1982)*, [Sherbrooke], La Société d'histoire des Cantons de l'Est, [1983], p. 178 et 213.
- ³² Registre foncier du Québec en ligne, consulté le 11 février 2022; Jean-Pierre Kesteman, *Guide historique du Vieux Sherbrooke*, Sherbrooke, La Société d'histoire de Sherbrooke, 2^e édition, 2001, p. 67; Christine Beaudoin, Hélène Liard et Michel Sharpe, [Dossier du bâtiment du 419 rue Moore], [Sherbrooke], [La Société d'histoire de Sherbrooke], s.d., 3 pages, non publié.
- ³³ « La maison antique de Me Arcadius Denis dévastée par les flammes », *La Tribune*, 17 septembre 1974; « Océan de fumée », *La Tribune*, 17 septembre 1974; « L'incendie de la rue Moore : suspects trahis par un anneau », *La Tribune*, 18 septembre 1974; « Brisé par la catastrophe, Pierre Denis avoue sa peur », *La Tribune*, 18 septembre 1974; « Comparution ajournée », *La Tribune*, 12 octobre 1974; « Thérapie de quatre ans en prison », *La Tribune*, 14 décembre 1974; « La nuit des longs couteaux : l'événement de l'année dans le domaine des faits divers », *La Tribune*, 3 janvier 1975; « Le plus de travail pour une enquête : la nuit des longs couteaux », *La Tribune*, 11 février 1975.
- ³⁴ Registre foncier du Québec en ligne, consulté le 11 février 2022.
- ³⁵ « Henri Girard President Of Social Club », *Sherbrooke Daily Record*, 28 janvier 1947; « Début d'année prometteur au Club Social », *La Tribune*, 30 janvier 1947; « Elu président du club Social de Sherbrooke », *La Presse*, 28 janvier 1948; « L'exécutif du Club social, à Sherbrooke », *La Presse*, 27 avril 1949; « M. Alphonse Genest a présenté hier soir le nouvel exécutif 1949 du Club Social », *La Tribune*, 28 avril 1949; « Exécutif 1950 du Club social », *La Tribune*, 10 mars 1950.
- ³⁶ Musée d'histoire de Sherbrooke, Fonds du Club social de Sherbrooke inc., extrait de la description du fonds.
- ³⁷ Jean-Pierre Kesteman, Peter Southam et Diane Saint-Pierre, *Histoire des Cantons de l'Est*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1998, p. 632-633.
- ³⁸ « Me Bowles réélu au Barreau de Bedford – Le Barreau du district de St-François choisit Me W.-L. Shurleff comme nouveau bâtonnier », *Le Canada*, 4 mai 1937; « Me Albert Leblanc élu bâtonnier », *La Tribune*, 2 mai 1938; « Albert Leblanc Named St. Francis Batonnier », *Sherbrooke Daily Record*, 2 mai 1938; « Formation du conseil des Barreaux de la province », *Le Soleil*, 3 mai 1938.
- ³⁹ « New District Of St. Francis Bar Officers », *Sherbrooke Daily Record*, 1^{er} mai 1941.
- ⁴⁰ « Me Roland Dugré succède à Me L.-P. Cliche comme bâtonnier du district de St-François », *La Tribune*, 1^{er} mai 1946; « Roland Dugre New Batonnier For District », *Sherbrooke Daily Record*, 1^{er} mai 1946; « Le Barreau québécois », *La Presse*, 2 mai 1946; « Élu bâtonnier », *L'Action catholique*, 2 mai 1946; « Me Roland Dugré élu bâtonnier », *Le Nouvelliste*, 2 mai 1946; « Les élections du Barreau », *La Tribune*, 3 mai 1946; « The New Batonnier », *Sherbrooke Daily Record*, 4 mai 1946; « Au lunch du Barreau », *La Tribune*, 25 février 1947.
- ⁴¹ « Élu bâtonnier », *La Tribune*, 2 mai 1949; « Arcadius Denis Succeeds Redmond Hayes As Batonnier Of District », *Sherbrooke Daily Record*, 2 mai 1949; « Me Arcadius Denis élu bâtonnier », *Le Soleil*, 2 mai 1949; « La police prend sur elle d'annoncer les fêtes de Wottonville », *La Tribune*, 3 mai 1949; « Causerie de L.-P. Robidoux au Richelieu », *La Tribune*, 3 mai 1949; « Fête au juge W. Mitchell », *Le Soleil*, 3 mai 1949; « Bâtonnier du Barreau du district de S.-François », *La Presse*, 3 mai 1949;
- ⁴² « Hommage bien senti du Barreau samedi à l'hon. juge Mitchell », *La Tribune*, 2 mai 1949.
- ⁴³ « Le nouveau bâtonnier », *La Tribune*, 4 mai 1949.
- ⁴⁴ « La rentrée des tribunaux a donné lieu à une brillante cérémonie – Discours de Mgr Desranleau, du juge Gervais, du sénateur Nicol et de Me A. Denis, bâtonnier », *La Tribune*, 14 septembre 1949; « Rentrée des tribunaux à Sherbrooke », *La Presse*, 14 septembre 1949; « Les 50 ans de pratique légale de Me W.-H. Lynch », *La Tribune*, 19 octobre 1949; « Le barreau local fête Me W.-H. Lynch », *La Tribune*, 19 octobre 1949; « 50 ans de pratique du droit – Me W.-H. Lynch fêté par le barreau S.-François à Sherbrooke. », *La Presse*, 20 octobre 1949; « Le banc et le barreau de Saint-François honorent la mémoire du juge C.-D. White », *La Tribune*, 21 octobre 1949; « Local Court Proceedings Adjourned In Tribute To Mr. Justice White », *Sherbrooke Daily Record*, 21 octobre 1949.
- ⁴⁵ « Résolutions du barreau rural », *La Tribune*, 21 août 1944; « Hon. L. A. Giroux Is Elected President For Coming Year Succeeding Hon. P. Casgrain », *Sherbrooke Daily Record*, 21 août 1944; « Président du barreau rural », *Le Journal de Waterloo*, 25 août 1944; « Local Lawyers Will Attend Bar Gathering », *Sherbrooke Daily Record*, 14 juillet 1947; « Plein épanouissement du Canada à titre de nation », *La Presse*, 31 octobre 1949; « L'Association du Barreau Rural a clôturé dim. après-midi son congrès annuel à St-Jean. », *Le Canada français*, 3 novembre 1949; « Inauguration d'une nouvelle cour à l'ouverture des tribunaux », *La Tribune*, 14 septembre 1950; « Judge J. C. Samson Assumes Duties In New Court Of Social Welfare », *Sherbrooke Daily Record*, 14 septembre 1950.
- ⁴⁶ « Un important congrès sur le droit français en septembre », *La Presse*, 13 septembre 1952.
- ⁴⁷ « Le Dr Forest à l'hôtel de ville », *La Tribune*, 27 mars 1934.
- ⁴⁸ Sous la direction de Louissette Pothier, *Les maires de Sherbrooke (1852-1982)*, [Sherbrooke], La Société d'histoire des Cantons de l'Est, [1983], p. 217.
- ⁴⁹ « M. W. J. Genest dépose son bulletin », *La Tribune*, 27 mai 1935.
- ⁵⁰ Gérard Côté et Jean-Marie Dubois, *Rue Genest*, Sherbrooke, 19 mars 2016. Fiche toponymique non publiée.
- ⁵¹ « Une filiale de la jeunesse libérale », *Le Canada*, 16 août 1934.
- ⁵² « M. Bourque est choisi par la convention », *La Tribune*, 15 juillet 1936.
- ⁵³ « M. Duplessis promet une réforme de nos lois provinciales », *La Tribune*, 16 juillet 1936.
- ⁵⁴ « La lutte est engagée pour de bon dans Sherbrooke », *La Tribune*, 31 juillet 1936; « Assemblées de l'Union nationale », *La Tribune*, 8 août 1936; « Dans le domaine politique », *La Tribune*, 10 août 1936.
- ⁵⁵ « 76 nationaux; 14 libéraux – M. Duplessis au pouvoir », *La Tribune*, 18 août 1936; « Sherbrooke et les Cantons de l'Est votent pour l'Union nationale », *La Tribune*, 18 août 1936.
- ⁵⁶ « Je n'ai pas changé d'idée ou de programme », *L'Action catholique*, 27 août 1936, cité dans Alexandre Dumas, *Les quatre mousquetaires de Québec, la carrière politique de René Chaloult, Oscar Drouin, Ernest Grégoire et Philippe Hamel*, Québec, Les Éditions du Septentrion, 2021, p. 152.
- ⁵⁷ « Délégués au congrès de Sorel », *La Tribune*, 18 juillet 1938.
- ⁵⁸ « Réunion des actionnistes à Richmond », *La Tribune*, 6 août 1938; « M. Paul Gouin à Asbestos le 28 », *La Tribune*, 8 août 1938.
- ⁵⁹ « Appel de M. Gouin à tous les groupes », *La Tribune*, 11 avril 1939; « M. Arcadius Denis », *L'Action catholique*, 13 avril 1939; « Radio-Gazette », *Le Devoir*, 14 avril 1939; « Radio Programme », *L'Illustration nouvelle*, 15 avril 1939.
- ⁶⁰ « M. Arcadius Denis a fait une causerie au nom de l'A.L.N. », *La Presse*, 17 avril 1939.
- ⁶¹ « Les assemblées de l'A.L.N. dimanche », *Le Devoir*, 29 juillet 1939.
- ⁶² « Réunions de l'ALN dans la région », *La Tribune*, 31 juillet 1939.
- ⁶³ Ibid.

- ⁶⁴ « M. Bourque réfute une assertion », *La Tribune*, 5 août 1939. L'essentiel des propos du député Bourque sont également rapportés par le quotidien anglophone de Sherbrooke : « Road Contract Not Irregular, Says Bourque », *Sherbrooke Daily Record*, 5 août 1939.
- ⁶⁵ « Les prochaines assemblées de l'A.L.N. », *Le Devoir*, 2 août 1939; « 8 assemblées seront tenues dans Frontenac », *L'Action catholique*, 8 août 1939; « Dans Wolfe », *L'Action catholique*, 10 août 1939.
- ⁶⁶ « Voie Protest At Dominion's Participation », *Sherbrooke Daily Record*, 7 septembre 1939.
- ⁶⁷ « Plusieurs candidatures se dessinent dans les Cantons de l'Est », *La Tribune*, 28 septembre 1939; « La déclaration du Très Hon. Ernest Lapointe réjouit les libéraux », *La Tribune*, 30 septembre 1939.
- ⁶⁸ « A. Denis et A. Laflamme candidats actionnistes dans Sherbrooke et Richmond », *La Tribune*, 4 octobre 1939.
- ⁶⁹ « A.L.N. Candidates Appointed For Sherbrooke And Richmond », *Sherbrooke Daily Record*, 4 octobre 1939; « Campagne de l'U.N.L. [sic] », *La Patrie*, 4 octobre 1939; « How Eastern Townships Candidates Are Lining Up », *Sherbrooke Daily Record*, 5 octobre 1939; « C. Dumouchel is A.L.N. Nominee For Drummond », *Sherbrooke Daily Record*, 5 octobre 1939; « Maurice Gingues To Contest Local Riding For Liberals; Dr. Rajotte Drummond Choice », *Sherbrooke Daily Record*, 6 octobre 1939; « Le ralliement de l'A.L.N., ce soir à la salle Shamrock », *Le Devoir*, 11 octobre 1939; « Les candidats de M. Paul Gouin », *Le Soleil*, 11 octobre 1939; « Liste des candidatures dans la province de Québec », *Le Droit*, 12 octobre 1939.
- ⁷⁰ « Shefford Seat Contested By Carl Bullock », *Sherbrooke Daily Record*, 9 octobre 1939; « Wilfrid Labbe Is U.N. Choice In Arthabaska », *Sherbrooke Daily Record*, 10 octobre 1939.
- ⁷¹ « Me Arcadius Denis cède sa place à M. J. E. Choquette comme candidat de l'ALN », *La Tribune*, 12 octobre 1939. La même déclaration est rapportée, à quelques mots près, par le quotidien anglophone de Sherbrooke : « New Candidate For A.L.N. In This Division », *Sherbrooke Daily Record*, 12 octobre 1939.
- ⁷² « M. Choquette inaugure [sic] sa campagne hier soir dans Sherbrooke-Est », *La Tribune*, 13 octobre 1939.
- ⁷³ Jacques Lacoursière, Jean Provencher et Denis Vaugeois, *Canada-Québec 1534-2010*, Québec, Les Éditions du Septentrion, 2011, p. 558.
- ⁷⁴ « Quebec Co-Operation With Federal Government In Prosequec Of War Is Urged At Local A.L.N. Meeting », *Sherbrooke Daily Record*, 13 octobre 1939. Traduction libre.
- ⁷⁵ « Assemblées contradictoires à l'appel nominal, demain », *La Tribune*, 17 octobre 1939; « Three Parties Are Planning Busy Week-End », *Sherbrooke Daily Record*, 20 octobre 1939; « Action libérale nationale [encadré publicitaire] », *La Tribune*, 21 octobre 1939; « M. Maurice Thérout, de Magog, se rallie à la candidature de M. Raymond Frégeau, libéral », *La Tribune*, 21 octobre 1939; « M. Gouin dit que ce qui importe, c'est la guerre aux trusts », *La Tribune*, 24 octobre 1939.
- ⁷⁶ Jacques Lacoursière, Jean Provencher et Denis Vaugeois, *Canada-Québec 1534-2010*, Québec, Les Éditions du Septentrion, 2011, p. 428.
- ⁷⁷ Jean-Pierre Kesteman, *Histoire de Sherbrooke, Tome 4 : De la ville ouvrière à la métropole universitaire (1930-2002)*, Sherbrooke, Éditions GGC, 2002, p. 222.
- ⁷⁸ Richard Jones et Maude-Emmanuelle Lambert, *Action libérale nationale*, L'Encyclopédie canadienne, 6 février 2006, mis à jour le 18 janvier 2016, [en ligne], [https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/action-liberale-nationale]. Page web consultée le 3 février 2022.
- ⁷⁹ Jacques Lacoursière, Jean Provencher et Denis Vaugeois, *Canada-Québec 1534-2010*, Québec, Les Éditions du Septentrion, 2011, p. 442-443 et 559.
- ⁸⁰ « Grandes assemblées du Bloc Populaire Canadien à Magog et à Sherbrooke », *Le Devoir*, 22 février 1943.
- ⁸¹ « Le Bloc Populaire à la radio », *Le Devoir*, 4 août 1943; « Le Bloc Populaire à la radio », *Le Devoir*, 5 août 1943; « Assemblées du Bloc populaire dans Stanstead », *Le Devoir*, 7 août 1943; Jean-Pierre Kesteman, Peter Southam et Diane St-Pierre, *Histoire des Cantons de l'Est*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1998, p. 637.
- ⁸² « Délégués de Sherbrooke au congrès du Bloc », *La Tribune*, 22 janvier 1944; « Le programme provincial du Bloc se fonde sur l'autonomie », *Le Devoir*, 7 février 1944; « Les hommes pourront disparaître mais notre mouvement demeurera, dit M. Raymond », *L'Action catholique*, 7 février 1944.
- ⁸³ « En marge des élections », *L'Action catholique*, 27 juin 1944; « Assemblées à St-Jean-Baptiste, S. Jeanne d'Arc et Ascot-Corner », *La Tribune*, 1^{er} août 1944; « M. André Laurendeau à Lac-Mégantic », *Le Devoir*, 5 août 1944; « Les derniers appels de la campagne », *L'Écho de Frontenac*, 10 août 1944. Joseph-Armand Rouleau était gérant d'une compagnie d'assurance-vie.
- ⁸⁴ Raynald Fréchette, *Les députés de Sherbrooke au Parlement provincial 1867-1989*, Sherbrooke, La Société d'histoire de Sherbrooke, 1989, p. 65.
- ⁸⁵ « Le congrès du Bloc à Sherbrooke », *Le Devoir*, 22 novembre 1944.
- ⁸⁶ « M. Chaloult dénonce l'impérialisme », *Le Devoir*, 11 juin 1945.
- ⁸⁷ « Labrecque fait le jeu des bleus disait hier un orateur du Bloc », *La Tribune*, 7 juin 1945.
- ⁸⁸ Irénée Pelletier, *Les députés de Sherbrooke au Parlement fédéral 1867-1989*, Sherbrooke, La Société d'histoire de Sherbrooke, 1989, p. 76.
- ⁸⁹ « Le Bloc survivra à la suspension de son journal Bloc », *La Tribune*, 28 septembre 1945.
- ⁹⁰ Gordon O. Rothney et Clayton Ma, « Bloc populaire canadien », *L'Encyclopédie canadienne*, 6 février 2006, mis à jour le 17 novembre 2020, [en ligne], [https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/bloc-populaire-canadien]. Page web consultée le 8 février 2022.
- ⁹¹ « Élections sans scrutin prévues à Sherbrooke », *La Tribune*, 1^{er} avril 1957.
- ⁹² « Référendum sur deux importants projets prochainement? », *La Tribune*, 17 avril 1957.
- ⁹³ « Plusieurs Sherbrookoïses surpris d'être désignées comme Laurentiennes », *La Tribune*, 17 août 1962; « Création de l'Alliance laurentienne », Université de Sherbrooke, *Bilan du siècle, site encyclopédique sur l'histoire du Québec depuis 1900*, [en ligne], [https://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/1219.html]. Page web consultée le 6 mars 2022.
- ⁹⁴ « Campagne d'achat chez nous », *La Tribune*, 3 novembre 1937; « Le gouvernement est invité à entretenir la route No. 5 pendant l'hiver », *La Tribune*, 1^{er} décembre 1937.
- ⁹⁵ « Opposition à un contrat collectif pour marchands détaillants et employés », *La Tribune*, 19 janvier 1938.
- ⁹⁶ « On propose de remplacer la taxe immobilière par un impôt sur le revenu », *La Tribune*, 13 avril 1938.
- ⁹⁷ « Junior Boards In Concerted Action Needed », *Sherbrooke Daily Record*, 8 juin 1938. Traduction libre.
- ⁹⁸ « Les Chambres de Commerce Cadettes catégoriquement opposées à la conscription », *La Tribune*, 10 octobre 1939.
- ⁹⁹ « Élection du comité de législation de la Chambre de Commerce », *La Tribune*, 30 juillet 1945.
- ¹⁰⁰ « Committee Named », *Sherbrooke Daily Record*, 18 juin 1947; « Committees To Be Formed By Local Chamber », *Sherbrooke Daily Record*, 24 juillet 1947.
- ¹⁰¹ « La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie », *L'Action catholique*, 23 juin 1942; « La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie », *Le Progrès du Saguenay*, 6 août 1942; « La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie », *Le Colon*, 13 août 1942.
- ¹⁰² « La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie », *La Gazette du Nord*, 21 et 28 août 1942; « La solidarité », *L'Action catholique*, 16 octobre 1942; « La Solidarité et ses diverses activités », *Le Canada*, 19 octobre 1942; « La Solidarité », *Le Progrès du Saguenay*, 12 novembre 1942; « La Solidarité », *La Gazette du Nord*, 27 novembre 1942.
- ¹⁰³ « Étonnants progrès de la Solidarité », *L'Action catholique*, 5 mars 1943.
- ¹⁰⁴ « La Solidarité, première au Canada, pour la conservation de ses affaires d'assurance-vie », *Le Devoir*, 8 juillet 1964.
- ¹⁰⁵ « À la Solidarité », *L'Action catholique*, 20 octobre 1952; « À la Solidarité », *Le Soleil*, 21 octobre 1952.
- ¹⁰⁶ « 125^e anniversaire de iA Groupe financier, quelques autres histoires ou anecdotes à découvrir », [en ligne], [https://125.ia.ca/anecdotes-fr]. Page web consultée le 15 mars 2022.

- ¹⁰⁷ « Au club Social », *La Tribune*, 19 mars 1956; « Roland Codere Is President Of Hotel Dieu », *Sherbrooke Daily Record*, 26 février 1958; « L'Hôtel-Dieu serait agrandi cette année », *La Tribune*, 27 février 1958; « Progrès immenses réalisés au cours de 1959, à l'Hôtel-Dieu », *La Tribune*, 5 mars 1960.
- ¹⁰⁸ « Corporation de l'hôpital St-Georges – Le député Brousseau annonce la nomination de cinq membres », *La Tribune*, 1^{er} août 1960; « L'Hôtel-Dieu et l'École normale vont réclamer l'aide de Québec », *La Presse*, 1^{er} août 1960.
- ¹⁰⁹ « Nécessité du patriotisme en affaires », *La Tribune*, 16 décembre 1935.
- ¹¹⁰ Centre d'archives Mgr-Antoine-Racine, Fonds Archevêché, série Laïcs (Associations), sous-série Union Saint-Joseph, lettre d'Arcadius Denis à Monseigneur O. Gagnon, 30 avril 1936.
- ¹¹¹ Centre d'archives Mgr-Antoine-Racine, Fonds Archevêché, série Laïcs (Associations), sous-série Union Saint-Joseph, extrait de la constitution et des règlements de la Société Union Saint-Joseph des artisans de Sherbrooke, fondée en 1874, cité dans la description de la sous-série.
- ¹¹² « 60 délégués vont assister à la 16^{ème} session fédérale de l'Union St-Joseph », *Le Droit*, 14 août 1944; « Congrès fédéral de l'Union Saint-Joseph », *La Tribune*, 16 août 1944.
- ¹¹³ « La population rend un éclatant hommage au Sacré Cœur », *La Tribune*, 22 juin 1936.
- ¹¹⁴ « Louis N. Audet New Head Of St. Jean Society », *Sherbrooke Daily Record*, 9 mars 1938; « Société S.-Jean-Baptiste qui choisit ses officiers », *La Presse*, 10 mars 1938.
- ¹¹⁵ Claire Beaudoin, *La Société Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke, 1858-1980*, [mémoire de maîtrise en histoire], Sherbrooke, Université de Sherbrooke, Département de sciences humaines, 1990, p. 49 et 55.
- ¹¹⁶ « Élection des officiers de la Fédération diocésaine de la Saint-Jean-Baptiste », *La Tribune*, 22 mars 1939.
- ¹¹⁷ « Carnet King-Wellington », *La Tribune*, 24 février 1979.
- ¹¹⁸ « Thés-causeries du jeudi », *La Tribune*, 5 février, 2 avril, 16 avril, 7 mai et 26 novembre 1943.
- ¹¹⁹ « La Croix-Rouge compte sur tous les citoyens du pays », *La Tribune*, 1^{er} mars 1944; « Thé de l'Aide aux prisonniers de Guerre Français », *La Tribune*, 11 avril 1944.
- ¹²⁰ « M. L.-F. Codère, élu président du Club Richelieu », *La Tribune*, 17 décembre 1947.
- ¹²¹ « Un club Richelieu fondé samedi soir à Sherbrooke », *La Tribune*, 8 septembre 1947; « Le Richelieu a reçu sa charte », *La Tribune*, 14 janvier 1948; « Présentation de la charte du Richelieu, samedi soir », *La Tribune*, 3 juin 1948; « Le club Richelieu », *La Tribune*, 25 mars 1949. La plupart des conférences avaient lieu à l'hôtel New Sherbrooke.
- ¹²² « Le nouvel exécutif du Club Richelieu », *La Tribune*, 4 janvier 1949; « Comité local de l'accueil aux Estoniens et autres immigrants », *La Tribune*, 8 février 1949.
- ¹²³ « Supérieures des Petites Sœurs de l'Assomption, au Club Richelieu », *La Tribune*, 13 janvier 1953; « Le Richelieu de Sherbrooke a un programme d'activités chargé », *La Tribune*, 3 mars 1953.
- ¹²⁴ « Mme J. Bertrand au Richelieu », *La Tribune*, 10 mars 1953.
- ¹²⁵ « Les membres du comité diocésain de la grande croisade du chapelet », *La Tribune*, 2 juillet 1953; « Le comité diocésain du chapelet à Nicolet », *La Tribune*, 14 juillet 1953; Centre d'archives Mgr-Antoine-Racine, Fonds Archevêché, série Culte, sous-série Récitation du chapelet, registre contenant les noms de chacune des personnes (par paroisse) pour la croisade du chapelet en famille dans l'Archidiocèse de Sherbrooke, 1953-1958, p. 5.
- ¹²⁶ « 50,000 personnes acclament Marie », *La Tribune*, 14 septembre 1953.
- ¹²⁷ « La croisade du chapelet, prolongée jusqu'en octobre », *La Tribune*, 4 août 1953.
- ¹²⁸ « Une agréable réunion des néo-Canadiens », *La Tribune*, 8 août 1955.
- ¹²⁹ « Sherbrooke est prête à recevoir les réfugiés hongrois », *La Tribune*, 7 décembre 1956; « Establish Headquarters For Hungarian Aid Group », *Sherbrooke Daily Record*, 7 décembre 1956; « Old Post Office To House Relief Furniture Supplies », *Sherbrooke Daily Record*, 12 décembre 1956.
- ¹³⁰ « Le 4 novembre 1956 : les chars soviétiques déferlent sur Budapest », *Le Figaro*, 3 novembre 2016, [en ligne], [https://www.lefigaro.fr/histoire/archives/2016/11/03/26010-20161103ARTFIG00310-le-4-novembre-1956-les-chars-sovietiques-deferlent-sur-budapest.php]. Page web consultée le 4 mars 2022.
- ¹³¹ « Un premier contingent de 46 Hongrois reçu à Sherbrooke », *La Tribune*, 9 janvier 1957; « Mgr Cabana souhaite la bienvenue aux Hongrois », *La Tribune*, 9 janvier 1957.
- ¹³² « Grand dîner au bénéfice de St-Benoit-du-Lac », *La Tribune*, 29 avril 1961.
- ¹³³ Antoine Sirois, « Le dynamisme culturel de Sherbrooke et de sa région, des origines à 1950 » dans Joseph Bonenfant et autres, *À l'ombre de DesRochers : le mouvement littéraire des Cantons de l'Est, 1925-1950, l'effervescence culturelle d'une région*, [Sherbrooke], La Tribune et les Éditions de l'Université de Sherbrooke, 1985, p. 14; Centre d'archives Mgr-Antoine-Racine, Fonds Le Soupirail, extrait de la description du fonds. Vérification faite, Le Soupirail a bel et bien été créé en 1940.
- ¹³⁴ Service des bibliothèques et archives de l'Université de Sherbrooke, Fonds Louis-C. O'Neil, lettre de Louis-C. O'Neil aux amis du Soupirail, 21 mars 1941; Centre d'archives Mgr-Antoine-Racine, Fonds Le Soupirail, lettre de Louis-C. O'Neil aux amis du Soupirail, 5 décembre 1941.
- ¹³⁵ Centre d'archives Mgr-Antoine-Racine, Fonds Le Soupirail, liste des travaux présentés aux Mardis du Soupirail, [1962?]. Les textes des conférences d'Arcadius Denis prononcées dans le cadre des activités du Soupirail, plus pédagogiques que visionnaires, ne permettent pas vraiment d'accéder à la pensée et aux réflexions personnelles de leur auteur.
- ¹³⁶ Centre d'archives Mgr-Antoine-Racine, Fonds Le Soupirail, liste des « Sujets annoncés pour l'année scolaire qui s'ouvre », [1942].
- ¹³⁷ « Le Dr J. Olivier élu président du Soupirail », *La Tribune*, 17 décembre 1947; « Me A. Denis, président », *La Presse*, 20 janvier 1949.
- ¹³⁸ « M. Alfred Dumont réélu président », *Le Soleil*, 20 décembre 1954.
- ¹³⁹ « Souscription pour l'Observatoire », *L'Action catholique*, 10 avril et 8 mai 1955; « Souscrivons au Fonds de l'Observatoire », *L'Action catholique*, 5 juin 1955; « En marge de la souscription 1955 », *L'Action catholique*, 6 novembre 1955.
- ¹⁴⁰ « Décoration à 4 amis des arts et des lettres », *La Tribune*, 10 juin 1955; « Élection aux quatre sociétés françaises de Sherbrooke », *La Tribune*, 3 décembre 1955.
- ¹⁴¹ Musée d'histoire de Sherbrooke, Fonds de l'Alliance française (comité de Sherbrooke), extrait de la description du fonds.
- ¹⁴² Musée d'histoire de Sherbrooke, Fonds Alliance française (comité de Sherbrooke), livre de signatures aux activités de l'Alliance, 1935-1965.
- ¹⁴³ « Carnet Social », *La Tribune*, 31 octobre 1956.
- ¹⁴⁴ Denis Goulet, *Histoire de l'Université de Sherbrooke 1954-2004*, Sherbrooke, Les Éditions de l'Université de Sherbrooke, 2004, p. 60-61.
- ¹⁴⁵ Ibid, p. 63.
- ¹⁴⁶ Université de Sherbrooke, annuaires généraux de 1955 à 1962-1963 et annuaires de la Faculté de droit de 1957-1958 à 1962-1963, [en ligne], [https://www.usherbrooke.ca/registraire/programmes-et-annuaires]. Page web consultée le 14 février 2022.
- ¹⁴⁷ Delphis (Thibault) Denis est vraisemblablement le fils adoptif du couple François Thibault (Denis) et Marcelline Breton. L'acte de baptême de Delphis Denis étant introuvable, et les noms de ses parents n'étant pas mentionnés dans l'acte de mariage de 1896, c'est un contrat de donation signé la même année qui confirme la filiation entre Delphis Denis et François Thibault, auparavant suggérée par les recensements de 1881 et 1891. Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ-Québec), greffe du notaire David-Octave Castonguay, « Donation par François Denis dit Thibault à Delphis Denis dit Thibault », Lambton, 15 juin 1896 (acte n° 2567).

HOMMAGE À UN ESTRIEN :

M. LE CAPITAINE LÉANDRE LACROIX (3 MARS 1922 — 1 MARS 2001)

Le 3 mars 2022 marquait le centième anniversaire de naissance de Léandre Lacroix. Pour souligner l'occasion, il nous semblait important de lui rendre hommage.

Le Capitaine Lacroix a travaillé pendant plus de 40 ans pour la Dominion Textile de Magog et en a été le capitaine des services de sécurité pendant plus de 20 ans.

Son petit-fils, Olivier Berger



Léandre Lacroix
(1962)

C'est à Magog, sur l'actuelle rue Bullard, que naît Léandre Lacroix, le 3 mars 1922. Il est alors le 19^e enfant de l'union entre William Lacroix et Anna Giguère. Originaire de Saint-Sébastien de Frontenac, la famille Lacroix arrive à Magog vers 1919 attirée par les offres d'emplois de la Dominion Textile. Issu d'une famille



Famille William Lacroix et Anna Giguère (1925)
On aperçoit Léandre Lacroix,
le petit debout entre ses parents.

ouvrière très nombreuse, Léandre entame son parcours scolaire en 1928 à l'école No 6 de Saint-Élie-d'Orford.

Bien qu'il soit issu d'un milieu ouvrier très modeste, Léandre prend ses études primaires bien au sérieux, ce qui lui permet d'avoir d'excellents résultats scolaires et de récolter plusieurs prix d'assiduité et d'excellence en histoire et mathématiques (La Tribune — 23 décembre 1931, 15 février 1933 et 28 juin 1935). Il poursuit son parcours primaire au collège Saint-Patrice de Magog, pour quitter l'école en 1935, à l'âge de 13 ans.

Par la suite, Léandre Lacroix travaille manuellement en excavation, au pic et à la pelle, notamment à l'abbaye de Saint-Benoît-du-Lac en 1939, et ce, pour un modeste salaire de seulement 0,05 \$¹ de l'heure. Il a également été livreur, puis postier rural pour la ville de Magog. À l'époque, la livraison de la poste se faisait à cheval. Léandre conserve cet emploi jusqu'en 1944.

Durant son enfance, Léandre s'est engagé auprès de la JOC (jeunesse ouvrière chrétienne). C'est lors des 105 mariages jocistes, le 23 juillet 1939, qu'il fait la rencontre d'une jeune estrienne, native de Fitch Bay, Thérèse Lacasse. Tous les deux étaient porteurs de drapeaux et représentants de la JOC pour l'occasion au Stade de Lorimier de Montréal. Après plusieurs années de fréquentation, Léandre décide de faire sa demande en mariage. Le couple décide de se marier à l'église Saint-Patrice de Magog, le 7 août 1943. De leur union sont nés 7 enfants : Nicole, Pierre, Jean-Paul, Richard, Christiane, Claude et Martine.

Léandre a toujours été dédié à sa famille. Étant le cadet, il devient soutien de famille vers l'âge de 16-17 ans. Issu d'un milieu très peu fortuné, il doit faire de son mieux pour nourrir tout le monde! Jeune adulte, il possédait un chien. Il a été obligé de le vendre afin de pouvoir nourrir sa famille. Il s'est occupé de son père, William, et de sa mère, Anna Giguère, jusqu'à leur décès respectif en 1950 et 1953. Sa mère, Anna, qui était atteinte du diabète, décède d'ailleurs le 3 mars, le jour de l'anniversaire de Léandre. Il avait demandé à sa mère de rester pour la journée de sa fête. Elle est décédée à 18 h au son de l'angélus qui retentissait de l'autre côté de la rue. La famille Lacroix a également hébergé de nombreux membres de la famille, un frère, une belle-sœur, une

¹ Ce qui représente 0,96 \$ en valeur de 2022.

nièce et ses enfants, et bien d'autres. La porte était toujours ouverte pour ceux qui en avaient besoin.



Léandre Lacroix et Thérèse Lacasse
(7 août 1943)

D'employé à capitaine

En août 1944, Léandre s'engage à la Dominion Textile² de Magog, tout comme son père et ses frères l'avaient fait avant lui. Il se spécialise alors dans le domaine de la sécurité de l'usine. N'ayant pas de grandes études, il a dû s'instruire autrement qu'à l'école. Il apprend donc son métier dans des livres. Cependant, comme le monde du travail se faisait en anglais, à l'époque, il a dû se débrouiller pour apprendre l'anglais avant d'apprendre les rudiments de son métier. Il s'achète alors des 78 tours d'Henri Bergeron afin de parler la langue du travail. Il travaille d'arrache-pied pour y arriver en plus d'élever sa famille.

Il gagne rapidement de l'importance au sein de la compagnie. En février 1957, il obtient le statut de sergent et a, à sa charge la sécurité de la Dominion Textile. Puis, en août 1962, à la suite d'un important remaniement du service de sécurité, il obtient le grade de capitaine et assure désormais la direction du service

de police de la Textile. À l'époque, son travail est de veiller au maintien de l'ordre au sein de l'entreprise. Il doit également s'assurer de la prévention des incendies. Toutes les semaines, il effectue une inspection générale du système de protection contre les incendies. Sa fille cadette, Martine se rappelle : « Jusqu'à l'âge de 60 ans, il montait dans les échelles pour inspecter les toitures et les cheminées. Ça faisait partie de sa job d'inspecteur en incendie et en sécurité. Il ne fallait pas trop être peureux. Il prenait ça à cœur, car tous les dimanches, il fallait qu'il aille voir les barrières pour s'assurer que tout soit beau et que tout soit fermé ! » Son fils aîné, Pierre, se remémore : « Mon père connaissait le système d'incendie par cœur et comme nul autre ne le connaissait. Les compagnies d'assurance se fiaient beaucoup sur lui et même les pompiers refusaient d'y aller s'il n'était pas sur place ! » Il n'y avait aucun travail à l'usine qui se faisait sans que M. Lacroix ait donné son accord ! Étant très apprécié et très respecté, la compagnie a refusé qu'il démissionne à trois reprises. Son travail lui apportait beaucoup. Il quitte la Textile en 1984 après 40 ans de service, dont 22 comme capitaine. Cependant, même retraité, il continue de travailler pour des inspections, notamment.

Une question de sécurité

Pour Léandre, la sécurité a toujours été quelque chose de primordial. D'abord, au sein de son travail dans la division de sécurité, il a d'ailleurs eu à gérer en 1970 une alerte à la bombe dans l'usine. Il dirige les fouilles et la sécurité face à la situation d'une main de maître. En plus de son travail à la Dominion Textile, M. Lacroix s'engage au niveau de la sécurité civile. En septembre 1967, il est nommé président du comité provisoire de sécurité à Magog. L'objectif de ce comité de sécurité est de valoriser et promouvoir la sécurité en milieu scolaire, tant sur le plan de l'état des routes à proximité des écoles de Magog que sur la prudence des écoliers. Parmi les réalisations de ce comité, on reconnaît la mise en place d'un brigadier pour accompagner les traverses d'écoliers. Cette mesure mise en place dans les écoles de la région de Magog et d'Omerville a, par la suite, été reprise dans plusieurs milieux scolaires de l'Estrie et perdure encore aujourd'hui. En 1976, il siège également sur le Conseil de prévention contre les incendies de Magog. Dans le cadre de son travail à la tête de la brigade de sécurité de la Dominion Textile, il effectue également des exercices de prévention afin de développer des méthodes d'interventions efficaces contre les incendies.

² La Dominion Textile de Magog ouvre ses portes en 1889. Il s'agit d'un important complexe industriel où l'on assure la filature, le tissage, l'impression et le blanchiment des tissus. L'usine demeure un important employeur dans la région de Magog jusque dans les années 1980-90. L'imprimerie a fermé ses portes en 2008 et la filature, en 2011. Aujourd'hui, la ville cherche à révaloriser le bâtiment, alors qu'une partie a croulé sous les pics des démolisseurs en 2020.

Un homme de droit

Léandre Lacroix n'aura jamais eu l'occasion de faire de grandes études de droit, mais il aura su devenir un avocat hors pair ! Déjà dès son jeune âge, il s'intéresse au Code civil. Il a lu beaucoup sur les lois et cela lui a servi à plusieurs reprises, lui permettant de développer des habiletés face au domaine juridique. De plus, M. Lacroix avait un franc-parler et d'excellentes qualités d'orateur. D'ailleurs, il eut à défendre différentes causes, maintes et maintes fois. Son fils Pierre se rappelle : Mon père n'a jamais perdu ses causes ! Il s'est souvent battu contre de très bons avocats. »

M. Lacroix a eu à plaider lors de nombreuses causes, notamment pour des situations de vols à la Textile, dont, une fois, à Montréal pour un vol s'étant déroulé dans un entrepôt de la compagnie situé sur la rue Notre-Dame et un autre à Long Sault, Ontario.

Il a également défendu des membres de sa famille. Sa fille Martine se rappelle : « Papa défendait toujours la veuve et l'orphelin. » Vers 1955, sa belle-sœur, Marie-Blanche Lacasse-Allaire s'est blessée en tombant sur la glace devant leur domicile parce que le trottoir était brisé. Léandre l'a alors représentée lors d'une poursuite contre la ville de Magog. Il a également défendu son frère, Adrien Lacroix, alors analphabète lors de son divorce. Encore une fois, ces deux poursuites au civil ont été des victoires pour M. Lacroix qui n'avait, rappelons-le, aucune formation d'avocat.



Dominion Textile co. Division de sécurité
Léandre Lacroix figure à gauche de la première rangée — (31 janvier 1949)

Un secouriste

Léandre Lacroix avait un sang-froid remarquable. Il lui est arrivé à quelques reprises de sauver la vie de personnes dans le besoin, même si cela nécessitait de se mettre en danger. D'abord, son travail comme pompier a dû apporter son lot de situations où il put sauver des gens en danger. À la Textile, il s'occupait également des premiers soins des employés dans un cas de blessures mineures.



Aout 1977

Au début des années 40, alors qu'il travaillait à planter des arbres à la pointe Merry de Magog, Léandre est témoin d'un homme en train de se noyer. Rapidement, il saute à l'eau afin de porter secours à l'homme et de le sortir de l'eau, et ce, même si lui-même ne savait pas nager. Son intervention a permis de lui sauver la vie.

Au cours des années 60, lors du temps des Fêtes, Léandre et sa famille sont témoins d'un accident de la route devant l'Hôtel de Ville de Magog. Deux voitures se sont percutées et sous la force de l'impact, le conducteur a été éjecté de sa voiture. Lorsque Léandre voit l'homme au sol, il s'arrête pour lui porter secours. La victime s'était ouvert le front. Léandre lui a alors administré les premiers soins, et ce, même si les policiers sur place lui avaient demandé de quitter les lieux. M. Lacroix leur avait alors demandé de le laisser effectuer son travail. Un autre homme, affecté par l'alcool, était présent et a alors déchiré sa chemise pour aider à faire un bandage. Léandre a ensuite reconduit l'homme à l'hôpital, car, à l'époque il n'y avait pas d'ambulance en ville et c'étaient les corbillards qui reconduisaient les victimes à l'hôpital.

Un bref passage en politique

Léandre s'est toujours intéressé à la vie politique, tant sur les plans municipal que provincial. En novembre 1969, il est élu président de l'association de l'Union nationale dans le comté de Stanstead lors d'une assemblée réunissant plus de 75 membres de l'association. Il s'engage alors à appuyer les députés et candidats députés dans leurs mandats. Puis, en 1970, lors des élections municipales, il s'engage à titre de conseiller pour le siège no 4, de la ville de Magog, mais il est vaincu de quelques voix à l'élection.

Atteint de la maladie de Parkinson depuis plus de 15 années, Léandre Lacroix est hospitalisé en juin 2000. Il décède d'une pneumonie le 1^{er} mars 2001, entouré de quelques-uns de ses enfants et petits-enfants à l'aube de son 79^e anniversaire de naissance. Son petit-fils, qui habitait en Allemagne, réussit à le rejoindre par téléphone avant sa mort. Après avoir raccroché la ligne, Léandre pousse son dernier souffle. Il repose aujourd'hui au cimetière Saint-Patrice de Magog. Sa femme, Thérèse Lacasse, est allée le rejoindre en juillet 2006 et sa fille aînée, Nicole, en aout 2006.



Noces d'émeraude de Léandre Lacroix et Thérèse Lacasse (1983)
Devant : Martine, Centre : Claude, Thérèse Lacasse et Léandre,
Derrière : Pierre, Christiane, Nicole, Richard et Jean-Paul



Brigade de sécurité de la Dominion Textile — Léandre est situé à droite (vers 1960)

LÉANDRE LACROIX



Lignée paternelle

Joseph-David Lacroix (1644-1712)
Barthélémy Mailloux (1667-1714)
20 janvier 1681, Notre-Dame de Québec

André Lacroix (1683-1765)
Madeleine Marchand (1688-1762)
5 juin 1706, Saint-Étienne de Beaumont

Nicolas Lacroix (1712-1800)
Angélique Leroux (1718-1790)
31 janvier 1736, Saint-Michel de Bellechasse

Céleste-Nicolas Lacroix (1759-1808)
Agathe Bouquet (1760-1817)
2 février 1787, Saint-Michel de Bellechasse

Célestin Lacroix (1788-1869)
Félicité Goulet (1806-1868)
28 février 1832, Saint-Charles de Bellechasse

Norbert Lacroix (1836-1916)
Césarie Rosa (1847-1897)
27 février 1865, Saint-Vital de Lambton

William Lacroix (1870-1950)
Anna Giguère (1876-1953)
4 juillet 1893, Saint-Sébastien de Frontenac

Léandre Lacroix (1922-2001)
Thérèse Lacasse (1923-2006)
7 août 1943, Saint-Patrice de Magog

Lignée maternelle

Robert Giguère (1616-1709)
Aimée Miville (1635-1713)
2 juillet 1652, Notre-Dame de Québec

Joseph Giguère (1673-1741)
Angélique Mercier (1677-1739)
11 novembre 1698, Sainte-Anne de Beaupré

Charles Giguère (1701-1773)
Anne Guyon (1709-1751)
29 octobre 1726, Sainte-Famille de l'Île d'Orléans

François-Xavier Giguère (1727-1776)
Félicité-Amable Paré (1739-1802)
27 octobre 1754, Sainte-Anne de Beaupré

Louis Giguère (1758-1852)
Marie-Geneviève Jacques (1782-1869)
16 février 1795, Saint-Joseph-de-Beauce

Léon Giguère (1816-1897)
Honorine Philippon (1822-1876)
28 juillet 1840, Sainte-Marie de Beauce

Henri-Florian Giguère (1847-1903)
Marie-Vitaline Royer (1855-1902)
24 septembre 1872, Saint-Sébastien de Frontenac

Anna Giguère (1876-1953)
William Lacroix (1870-1950)
4 juillet 1893, Saint-Sébastien de Frontenac

Sources :

· Souvenirs de Mme Christiane Lacroix, fille de Léandre, entrevue téléphonique, février 2022.

· Souvenirs de Mme Martine Lacroix, fille de Léandre, février 2022

· Souvenirs de M. Pierre Lacroix, fils de Léandre, entrevue téléphonique, février 2022.

La Tribune, quotidien de Sherbrooke,

- 23 décembre 1931
- 15 février 1933
- 8 juin 1935
- 14 août 1962
- 10 juillet 1965
- 3 janvier 1966
- 23 avril 1966
- 26 mai 1967
- 21 décembre 1967
- 23 janvier 1968

- 23 janvier 1969
- 21 novembre 1969
- 14 avril 1970
- 25 avril 1970
- 28 avril 1970
- 28 novembre 1970
- 10 mai 1971
- 23 septembre 1972
- 26 septembre 1972
- 9 octobre 1972
- 5 décembre 1972
- 21 novembre 1978
- 4 avril 1984

Sherbrooke Daily Record, quotidien de Sherbrooke

- 6 mai 1966
- 28 avril 1970
- Fichier Connolly dans Généalogie Québec
- LaFrance (BMS) dans Généalogie Québec

IL Y A 100 ANS ...

Tiré de *Au fil des jours en Estrie –
Seconde édition,*
Denis Beaulieu, Sherbrooke, 2021, 320 p.

1^{er} septembre 1922

L'École normale des filles ouvre ses portes sur la rue du Conseil à Sherbrooke. Elle est installée dans une pièce de l'académie Sainte-Marie et ne peut accueillir que 25 étudiantes, à cause de l'exiguïté des lieux.

12 septembre 1922

Érection civile de la paroisse Saint-Éphrem de Fitch Bay.

14 septembre 1922

Bénédiction de l'église et du presbytère Notre-Dame-de-la-Paix de Johnville.

14 octobre 1922

Bénédiction et première messe dans l'église Saint-Clément de Bishopton (Dudswell).

15 octobre 1922

L'abbé Léonidas Adam, de l'évêché, vient à titre de desservant, célébrer la première messe dans la chapelle-école de Saint-Denis-de-Brompton. Il procède d'abord à la bénédiction de l'édifice religieux.

10 décembre 1922

Établissement d'un Cercle de Colonisation dans la paroisse Saint-Samuel de Lac-Drolet.

19 décembre 1922

Bénédiction par Mgr Paul LaRocque de la nouvelle école Saint-Marc, à Coaticook.

27 décembre 1922

Érection civile de la paroisse Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Nantes.

27 décembre 1922

Érection civile de la paroisse Saint-Laurent de Lawrenceville.

30 décembre 1922

Érection civile de la paroisse Sainte-Thérèse-d'Avila de Sherbrooke.

VISAGES ESTRIENS – HOMMAGE À NOS MILITAIRES

Major Johanne Blais (1968-20..) : *Fusiliers de Sherbrooke, Secteur du Québec de la Force terrestre, 5^e Bataillon des services du Canada, 5^e Groupe mécanisé du Canada et Quartier-général de la Défense, mission au Soudan du Sud*

Jean-Marie Dubois
et Johanne Blais



Johanne Blais est née à l'hôpital de Granby, le 1^{er} novembre 1968. Elle est la fille de Germaine Thibault et de Roland Blais (1943-2003), employé de *Bombardier*. Ceux-ci s'étaient épousés en l'église de Sainte-Christine, à Sainte-Christine, le 7 mai 1966. Pendant ses études secondaires Johanne fait partie du Corps de cadets de la *Marine royale canadienne* n° 247 de Valcourt. En 1990, elle complète un DEC en techniques administratives, option finances, au Cégep de Sherbrooke. De 1986 à 1996, elle est commis-comptable pour plusieurs entreprises de Sherbrooke et Cookshire. En 1998, elle complète un certificat en administration des affaires à l'Université de Sherbrooke.

Johanne Blais s'inscrit comme élève-officier des Forces armées canadiennes (FAC), à Sherbrooke le 22 mai 1990, dans le cadre du Plan des officiers d'entrée directe. Elle se joint alors aux *Fusiliers de Sherbrooke*. De 1990 à 1996, elle est officier finance fonds publics et non-publics. Elle est promue sous-lieutenant en 1991, lieutenant en 1992 et capitaine en 1995. Après avoir complété en 1996 le cours de conseiller en carrière militaire à Saint-Jean-sur-Richelieu, elle est conseillère en carrières militaires pour le Détachement de Sherbrooke du Centre de recrutement des FAC et officier commandant de cet organisme en 1998-1999. Elle décide alors d'entrer dans la Force régulière et se joint au *Secteur du Québec de la Force terrestre* à Montréal à titre de gestionnaire financier. En 2000-2001, elle y devient aide-de-camp du général-commandant et elle est ainsi la première femme et la première logicienne à occuper ce

poste. En 2001, elle est officier d'entraînement et du renseignement au 5^e Bataillon des services du Canada à Valcartier. En 2002, elle reçoit la *Décoration des Forces canadiennes* (CD). En 2003, elle est commandant du peloton des services de soutien au combat de l'élément de soutien national pour l'opération GAUTLET, puis contrôleur financier au 5^e Groupe mécanisé du Canada à Valcartier. En 2005, elle devient commandant du soutien au service de combat de la force opérationnelle. En 2006, elle est mutée à Ottawa et devient officier du budget des opérations dans la section du Contrôleur du sous-ministre adjoint à la gestion de l'information, au quartier-général de la Défense nationale. En 2008, elle y devient gestionnaire financier et officier d'administration au Service du personnel. En 2009, elle devient planificatrice financière du chef d'état-major—vice-chef d'état-major de la Défense. Elle est promue major en 2009. À la suite du référendum pour l'indépendance du Soudan du Sud, elle est déployée comme officier des opérations de novembre 2011 à mai 2012 lors de la première rotation de l'Opération SOPRANO dans le cadre d'une mission du Conseil de sécurité de l'ONU pour assurer la sécurité de la région. En reconnaissance de son service au Soudan, elle reçoit la *Médaille du service opérationnel pour le Soudan* (MSO) et la *Médaille canadienne de maintien de la paix* (MCMP). De juillet à octobre 2012, elle est gestionnaire financier au *Commandement du soutien aux opérations du Canada*, puis du *Commandement des opérations interarmées du Canada*. En 2013, elle reçoit une agrafe à sa CD pour ses 22 années de service (CD1). En 2014, elle est mutée comme contrôleur financier pour le *Commandement du renseignement des Forces canadiennes*. En 2016, elle est mutée aux politiques et procédures financières, puis au budget courant, pour la Section du *Contrôleur de l'Armée canadienne*. En 2017, elle est transférée comme gestionnaire des revenus et comptes à recevoir pour le directeur général des opérations et services financiers. Le 30 septembre 2020, le major Blais est libérée des FAC pour raison médicale. Elle est la conjointe de Kelly Barr, retraité des Forces armées canadiennes, a deux enfants, Amy et Nicolas, et elle très active dans les milieux sociaux, scolaires et des cadets de Gatineau.

Rédaction : Gilles Samson et Jean-Marie Dubois

Photo : courtoisie de Jean-Pierre Gaudreau, Sherbrooke

JOHANNE BLAIS

LIGNÉE PATERNELLE

Mathurin Blais
Françoise Pénigaud
30 avril 1634, Melleran, Deux-Sèvres, France

Pierre Blais
Anne Perrault/Perrot
12 octobre 1669, Sainte-Famille, île d'Orléans

Pierre Blais
Françoise Beaudoin
9 novembre 1695, contrat Chambalon

Joseph-Marie Blais
Marie Charlotte Leblond
11 juillet 1740, Saint-Vallier

Louis Blais
Marie-Roger Blanchet
10 août 1784, Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud

Jean-François Blais
Charlotte Cloutier
23 février 1808, Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud

François-Xavier Blais
Marguerite Lavarrière
27 novembre 1832, Saint-Michel-de-Bellechasse

Napoléon Blais
Marcelline Beaupré
16 avril 1866, Bic

Aurèle Blais
Célestine Asselin
20 juillet 1903, Valcourt

Léo Blais
Albertine Tremblay
11 février 1939, Acton Vale

Roland Blais
Germaine Thibault
7 mai 1966, Sainte-Christine

Johanne Blais

LIGNÉE MATERNELLE

Nicolas Thibault
Élizabeth Antiome
France

Guillaume Thibault
Marie-Madeleine Lefrançois
11 janvier 1655, Québec

François Thibault
Marie-Anne Dupré
7 avril 1687, Québec

François-Xavier Thibault
Madeleine Poulin
16 juin 1724, Saint-Joachim

Joseph Thibault
Marguerite Lamothe Cochon/Cauchon
13 février 1764, Château-Richer

Charles Thibault
Josephte Labrèche
4 novembre 1805, Saint-Ours

François-Xavier Thibault
Mathilde Hubert Lagrenade
5 mai 1851, Beloeil

Joseph Thibault
Rosanna Brabant
28 avril 1884, Saint-Dominique, co. Bagot

Adorie Thibault
Flora Ménard
27 mai 1907, Saint-Pie, co. Bagot

Antonin Thibault
Yvonne Loranger
19 novembre 1935, Sainte-Christine

Germaine Thibault
Roland Blais
7 mai 1966, Sainte-Christine

Johanne Blais

Recherche : Johanne Blais et Jean-Marie Dubois, Société de généalogie des Cantons-de-l'Est

LES TRUCS À PIERRE :

NOS FILLES DU ROY

Pierre Connolly

Rassurez-vous, je n'oublie pas ma promesse de vous présenter d'autres secrets de la CDB (Confrérie des druides de BAnQ), mais je ne vais quand même pas vous révéler tous les secrets de notre confrérie d'un coup! Je mijote des choses, pour bientôt : c'est à suivre. Pour ce numéro, je vous présente une réflexion qui m'est venue suite à une recherche que j'ai faite pour l'histoire de ma propre famille.

Ces dernières années, un effort important a été fait au sein de la communauté des généalogistes québécois pour remettre en avant-plan l'apport historique très important des Filles du Roy dans l'histoire du peuplement français en Nouvelle France. Il suffit de considérer la richesse autant que la diversité des ouvrages publiés sur ce sujet depuis quelques années, tant dans le domaine documentaire que dans celui de la fiction, pour comprendre à quel point nous avons comme société, repris conscience du rôle important joué par ce groupe de femmes. Si comme moi vous affectionnez la lecture de romans historiques, prenez note que nous sommes très bien servis sur ce point par le BAnQ Numérique (un des secrets de la CDB dont je vous ai déjà parlé). Permettez-moi de vous refiler la suggestion qu'un de nos bénévoles, M. Léon Montagne, m'a transmise récemment au sujet du roman tout récent de Jacques Langlois intitulé « La saga des Filles du Roy », que je n'ai pas encore lu mais que j'ai eu l'occasion de feuilleter et qui me paraît fort prometteur : c'est le prochain livre que je vais lire dans les prochains jours!

Ci-contre, la page couverture du premier tome de la série historique « Tel était leur destin » de Mme Nathalie Lagassé. L'auteure y parle abondamment des Filles du Roy.

Pourquoi ne pas vous laisser titiller par un bon roman historique qui vous parlera des Filles du Roy?



Il s'agit d'une série en trois volumes, mais qui se lit comme on laisse fondre un bonbon dans sa bouche! Vous y vivrez en compagnie de Filles du Roy! J'ai beaucoup apprécié cette série, d'autant que les personnages principaux sont des gens de ma famille.

En ce qui me concerne, c'est justement après avoir lu cette série que je me suis dit qu'il fallait absolument que j'étudie de plus près la présence des Filles du Roy dans mes généalogies paternelle et maternelle. Mais alors, quelle surprise! Je m'attendais à trouver une dizaine ou, peut-être, une quinzaine de Filles du Roy dans mes deux familles : rien à voir! J'en ai trouvé en tout, heu ... Mais je vous laisse plutôt essayer de deviner, juste pour s'amuser, combien de Filles du Roy on peut trouver dans une généalogie familiale : 15, 30, 50, 100, ou plus encore? Bien, dans mon cas, j'en ai trouvé 193 bien comptées, rien de moins. Bien sûr, ces 193 filles ne sont pas toutes parentes en lignée consanguine avec moi, mais elles sont là, dans ma famille. Par exemple, une Fille du Roy qui a épousé le frère d'un de mes ancêtres n'est pas parente avec moi en ligne consanguine (je ne descends pas d'elle) mais elle est parente en ligne affine quand même, c'est à dire par mariage. Voici comment on pourrait illustrer graphiquement cette distinction :



LES TRUCS À PIERRE suite

Dans ce tableau, mon ancêtre Félix a deux fils : Joseph, qui est mon arrière-grand-père, et Alfred, qui est l'arrière-grand-père de Guy Connolly. Cet Alfred Connolly a épousé Marie-Louise Taillon, la petite-fille à la huitième génération de Jeanne Anguille, Fille du Roy. Par conséquent, mon « cousin » Guy est parent **consanguin** de Jeanne Anguille, puisqu'il descend d'elle, mais moi, Pierre, qui suis un parent **affin** de Jeanne Anguille puisque je suis parent avec elle par alliance seulement, sans être un descendant de Jeanne Anguille.

Et alors de ces 193 Filles du Roy, un total de 57 sont parentes avec moi par consanguinité : cela signifie que chacune de ces 57 filles se retrouve dans l'une ou l'autre de mes lignées ancestrales. Je vous décris donc ici le travail que j'ai fait pour cerner la présence de ces Filles du Roy dans ma famille.

J'ai utilisé comme point de départ la liste du site web Migrations.fr. Notez que cette liste est plutôt « généreuse », au sens qu'elle inclut des filles dont le statut de Fille du Roy est contestable, et contesté, par certains. Prenons le cas d'Olive Landry pour illustrer ce propos. Olive Landry a épousé Pierre Poupeau à La Rochelle en 1652. Onze années plus tard, en 1663, Olive et son époux migrent en Nouvelle France en compagnie de leur jeune fils Pierre. Olive n'est donc pas une Fille du Roy, puisqu'elle n'est pas une « fille à marier » recrutée par le Roi et transportée aux frais du Roi. Mais voici que l'époux d'Olive décède durant la traversée. Olive arrive donc au pays disponible à marier, et elle épouse de fait Pierre Cailleau à Trois-Rivières. Pour cette raison, certains auteurs considèrent donc Olive comme une Fille du Roy. La liste de Migrations.fr inclut plusieurs de ces filles, donc, qui sont rejetées comme Filles du Roy par certains auteurs qui préfèrent appliquer des critères plus stricts. Bon, laissons aux experts le soin de débattre des cas douteux semblables à celui-ci et évitons de nous obstiner sur le nombre exact des Filles du Roy. Si vous voulez consulter une liste plus « critique » des Filles du Roy, vous en trouvez une excellente sur le site Francogène à l'adresse suivante : www.francogene.com/gfan/gfan/998/fdr.htm

J'ai vérifié la présence dans ma base de données généalogiques de chacune des filles listées sur le site Migrations.fr, en inscrivant dans un fichier Excel préparé à cet effet chacune de celles que je retrouvais dans ma base de données. Et pour chacune des filles ajoutées, je vérifiais si elle était parente avec moi par consanguinité : c'est assez simple à faire puisque mon

logiciel de généalogie, comme la plupart des logiciels d'ailleurs, offre une option pour le calcul du lien de parenté entre deux personnes données; suffit alors de vérifier s'il y a un lien de parenté entre chaque Fille du Roy et mon père ou ma mère, pour départager la lignée qui s'applique; à noter que certaines filles peuvent être parentes par les deux lignées. Si le logiciel me répond qu'il n'y a pas de lien de parenté, c'est donc que cette fille est parente avec moi par affinité seulement : dans mon fichier Excel j'ai une colonne intitulée « Affinité » et j'y inscris un « x ». Si la fille en question est parente par consanguinité, j'inscris dans mon fichier le nombre de générations ainsi que la ou les familles (famille paternelle ou maternelle) par laquelle nous sommes consanguins.

En faisant ce travail de vérification, j'en ai profité pour inscrire dans ma base de données généalogiques les informations à l'effet qu'il s'agit d'une Fille du Roy, l'année de son arrivée, le nom du bateau sur lequel elle est arrivée, en provenance d'où... Enfin, les informations qui peuvent être intéressantes à conserver. Et en plus, j'ai repéré un certain nombre d'entre elles, une dizaine environ, qui présentaient des histoires un peu particulières comme Catherine Basset qui a eu des démêlées devant les tribunaux pour une affaire de mœurs, ou encore Antoinette Legrand qui « change de mari », ou bien Marguerite-Josèphe Thavenet qui est une fille de petite noblesse, ou Bonne Guérye qui est passée bien près d'être cataloguée comme une indienne! Et puis notez aussi que le site web Francogène donne pour chaque Fille du Roy une estimation de sa progéniture. Tout cela fait un chapitre très intéressant pour mon histoire de famille!

Si le cœur vous dit d'entreprendre une recherche semblable pour votre famille, je peux vous suggérer quelques références ici. En premier, ne manquez pas de consulter la bibliographie proposée par l'article de Wikipedia sur « Les Filles du Roy » : il y a là un assortiment très intéressant. Cet article est à lire au complet, d'ailleurs.

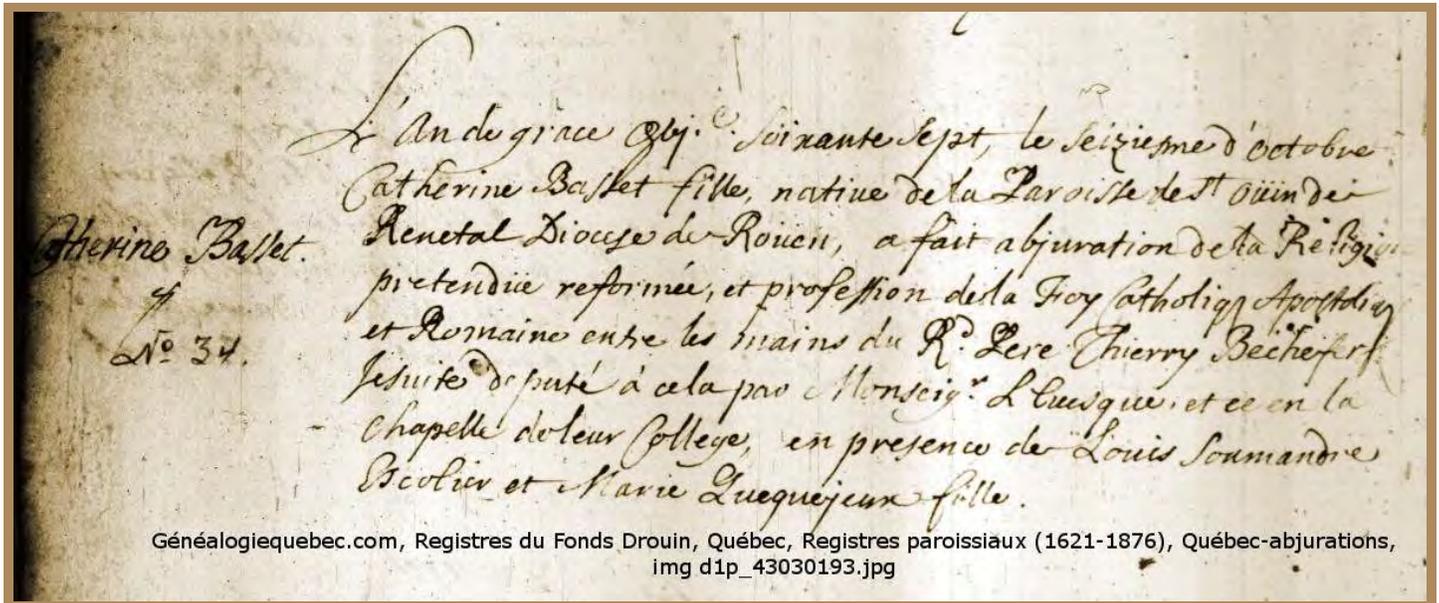
Pour vous constituer une liste des Filles du Roy, vous pourrez consulter le site web Migrations.fr, ou celui de Francogène, ou le PRDH ou encore taper simplement « Liste des Filles du Roy » dans Google! Ne manquez pas aussi de visiter le site web de la Société d'histoire des Filles du Roy : on y trouve des listes de toutes sortes, des références, des suggestions de lecture...

LES TRUCS À PIERRE suite

Pour obtenir des informations plus précises sur une Fille du Roy en particulier, j'aime bien les sites www.migrations.fr, le Fichier Origine et Francogène. Mais il y en a tout plein d'autres.

Certaines de ces filles étaient de familles protestantes, et ont dû faire abjuration de leur foi protestante afin de se marier. Vous savez que nous avons ces documents sur Généalogie Québec, n'est-ce pas? Pas faciles à trouver, cependant, mais voici

comment y arriver. Sur le site de Généalogie Québec, allez dans les Outils, Registres du Fonds Drouin, Registres paroissiaux 1621-1876, Q, Québec abjurations. Les actes y sont listés par ordre chronologique. À titre d'exemple, voici copie de l'acte abjurations. Les actes y sont listés par ordre chronologique. À titre d'exemple, voici copie de l'acte d'abjuration de Catherine Basset la veille de son mariage:



Si vous ne connaissez pas la date de l'acte d'abjuration recherché, ce n'est pas commode. Mais il y a deux solutions : le numéro de 1953 des Mémoires de la Société généalogique canadienne-française (disponible à la Société, et bientôt dans l'intranet de la SGCE) contient une liste presque complète en ordre alphabétique où vous pourrez retracer la date de l'acte d'abjuration et alors vous pourrez retrouver facilement le texte original de l'acte sur Généalogie Québec. Ou encore, comme solution alternative, vous pouvez consulter le Dictionnaire généalogiques des familles du Québec (Dictionnaire

Jetté) disponible à notre bibliothèque en format papier et dans l'intranet, ou encore en ligne¹ : Jetté mentionne les dates d'abjuration lorsqu'il y a lieu; pour les femmes, vous devrez chercher par le nom du mari, comme de raison, puisque ce dictionnaire est construit par les patronymes masculins.

Avec un peu d'ingéniosité, on y arrive, n'est-ce pas? Il faudrait peut-être créer aussi la CDGQ, la Confrérie des druides de Généalogie Québec, pour codifier tous ces secrets, hum.

Je vous souhaite de bonnes filiations royales!

¹ Pour accéder au Jetté en ligne, faites une recherche dans Google sur les mots clés suivants : dictionnaire jetté mes-racines. Parmi les résultats de la recherche, cliquez sur « Dictionnaire généalogique des familles du Québec ».

Documents ou photos de nos militaires à léguer

Si vous avez des documents, photos, médailles et/ou artefacts à léguer, contactez-nous par courriel ou par téléphone et une personne communiquera avec vous.

Gilles Samson

LA MÉDAILLE DE RECONNAISSANCE À NICOLE FONTAINE DE WEEDON



Lors de son assemblée générale annuelle, le 24 mai dernier, la Fédération québécoise des sociétés de généalogie (FQSG) a décerné à une de nos membres, madame Nicole Fontaine de Weedon, la *Médaille de reconnaissance*. Cette médaille est une récompense qui souligne la qualité exceptionnelle du parcours de généalogistes membres de sociétés de généalogie qui, par leurs réalisations et leur engagement, contribuent au développement de la généalogie dans leur milieu, ainsi qu'au rayonnement de leur société. Voici le texte qui fut présenté par monsieur Gilles Samson pour cette occasion.

« Nicole Fontaine
de la Société de généalogie des Cantons-de-l'Est

À l'âge de 15 ans, Nicole Fontaine est captée par la recherche et la généalogie de ses ancêtres. À 17 ans, elle s'investit dans le bénévolat. À 18 ans, elle part pour Winnipeg pour apprendre l'anglais. À 19 ans, elle entre au Collège universitaire de St-Boniface et profite de son accès aux répertoires BMS disponible à l'Université et à la bibliothèque municipale pour ses recherches familiales. Au même moment elle devient membre de la Société de généalogie de Québec et la Société de généalogie de Montréal aux fins de faciliter ses recherches et apprentissages. En 1976, elle déménage à Hull et étudie à l'Université d'Ottawa. Elle est invitée à la rencontre de fondation de la Société de généalogie de l'Outaouais (SGO) et obtient une carte de membre à vie. Elle s'est aussi impliquée au conseil d'administration. Tous les jours, elle se rendait à pied à la paroisse Notre-Dame-de-Grâce faire des relevés de mariage et faire des transcriptions. De là, la Société de généalogie de l'Outaouais lui a confié un poste de directrice pour un fichier généalogique de l'Outaouais. Elle a installé une équipe de recherche à Lachute et à St-André d'Argenteuil. Une fois par semaine, elle faisait un relevé du travail de ses deux équipes et venait les aider. De 1976 à 1978, Nicole Fontaine fait un BAC es arts (concentration psychologie) à l'Université d'Ottawa. Elle obtient une autorisation pour effectuer ses recherches généalogiques dans *La Tribune* à la bibliothèque du parlement qui lui permettent d'acquérir le titre de chercheuse en généalogie qu'elle a perdue à la venue des cours obligatoires. M^{me} Fontaine a poursuivi son bénévolat à la SGO à titre d'aide à la revue et à la bibliothèque tout en transcrivant les recensements du canton de Weedon. Le président de la SGO la forme pour prendre sa place et faire de

la formation aux membres et à plusieurs groupes de francophones à Ottawa. En 1981, madame Fontaine participe comme bénévole au démarrage de la Société d'histoire de Weedon (SHW) en les conseillant sur des projets. En 1982, elle déménage à Sherbrooke et devient membre de la Société de généalogie des Cantons-de-l'Est (SGCE). Elle fait connaissance avec monsieur Raymond Lambert qui la recrute pour le comité de la revue et le comité de formation. Nicole Fontaine a aussi effectué la supervision des transcriptions des BMS du diocèse de Sherbrooke. En 1983, la SGCE lui remet un certificat de reconnaissance pour l'avancement du développement de la généalogie et l'année suivante, elle reçoit un certificat de mérite pour son dévouement à la cause de la généalogie. De 1997 à 2003, Nicole Fontaine s'implique auprès de la SHW pour une exposition des familles Fontaine, la fête des familles Lisée et Lussier à Fontainebleau, et le comité des anciens combattants. En 2003, elle s'implique dans la SHW, pour la numérisation des cartes mortuaires, le transfert et la mise à jour des bases de données des recensements de Weedon 1851-1921, et la transcription et la correction des articles concernant Weedon de *La Tribune* et autres journaux avant 1960. En 2003, le Centre d'action bénévole du Haut-St-François lui remet un certificat de reconnaissance. Nicole Fontaine s'est investie en rédaction et recherche pour différentes publications. En voici quelques-unes : *La famille D' Lemieux, L'Unité sanitaire*, en 2003 *Les Militaires*, 25^e et 35^e anniversaire de la SHW, *Les pierres tombales de quatre paroisses* en 2007, *Les religieux et religieuses de Weedon, 150^e anniversaire* (2 livres), la biographie de Constance Giguère, l'autobiographie du D^r Yves St-Pierre, des articles dans *l'Éveil du Citoyen* pour la SHW, des expositions historiques au centre culturel de Weedon et l'autobiographie de Jacqueline Bégin-Livernoche. En 2011, Nicole Fontaine reçoit un certificat d'*Hommage aux bénévoles* de la part du Centre d'action bénévole du Haut-Saint-François en collaboration avec la municipalité de Weedon. Depuis 2017, Nicole Fontaine est recherchiste amateur, auteure de plus de 75 biographies figurant dans trois volumes concernant des vétérans de l'armée, la marine et l'aviation du Canada pour la SGCE d'où elle est membre à vie et aussi auteure de plusieurs publications dans la revue *L'entraide généalogique* dont sur la MRC du Haut-St-François. En 2021, Nicole Fontaine est élue à la présidence de la SHW et maintient ses liens très étroits avec la SGCE. Récipiendaire du Prix Raymond-Lambert : 2010-2011, catégorie d'intérêt général pour l'ouvrage *Recensement du Canton de Weedon*, 2012-2013, catégorie intérêt général pour l'ouvrage *Enfants de Weedon, St-Gérard et Fontainebleau au service de Dieu*, 2013-2014, catégorie intérêt général pour l'ouvrage *150 ans d'histoire à raconter notre canton d'autrefois et notre canton d'aujourd'hui* (2 volumes), 2021, catégorie articles revue *L'entraide généalogique* pour l'ouvrage *Dr Yves St-Pierre, Sergent major Falconio Tardif, les Lemieux père et fils, lieux de culte Paroisse Saint-Camille de Cookshire, Hommage à une femme d'ici Marie-Claude Bibeau, Capitaine Roger Bourgault, lieux de culte Paroisse Saint-Louis-de-France*».

LA FAG - MOT DE LA PRÉSIDENTE



Au moment de composer ces quelques lignes je m'interroge sur comment vous communiquer l'importance de certaines informations au sujet de la FAG.

En premier lieu, j'aimerais vous souhaiter un bel été et je vous souhaite de profiter de ce temps de chaleur afin de faire le plein d'énergie pour donner quelques heures de votre temps à l'automne. La Fondation A.G. Inc. profite de ce moment pour vous demander de participer activement comme membres bénévoles du CA ou être bénévoles afin d'apporter de nouvelles idées au niveau de la sollicitation qui est le mandat premier de la Fondation, laquelle émet des reçus officiels aux fins de l'impôt sur le revenu pour les personnes qui remettent un montant pour aider la SGCE à améliorer certaines façons de faire.

Nous aimerions que vous veniez faire partie de notre équipe dynamique pour nous aider, la FAG vous invite à une réunion fois par mois soit de septembre à juin avec divers projets, entre autres pour écrire des biographies sur nos anciens administrateurs dont le membre fondateur Raymond Lambert et pour écrire l'historique de la FAG. À vous d'embarquer à bord car nous souhaitons votre présence et votre expérience. L'adresse du courrier électronique de la FAG est : fondationAG@sgce.whc.ca.

En avril dernier, quelque 400 lettres sont parvenues par courrier électronique à tous les membres de la SGCE afin d'accumuler un montant de 5 000 \$ comme objectif pour 2022. Il y a 24 généreux donateurs qui ont

répondu à l'appel. Merci à ces généreux donateurs qui ont pensé à soutenir l'objectif de la Fondation. Si chacun de nous remettait environ 15 \$ pour les quelques 400 membres, nous pourrions atteindre cette cible. Le montant amassé actuellement est de 2 965 \$. Quelques soient les montants reçus, ils sont très importants et méritent des remerciements à chacun de vous. Les reçus officiels aux fins de l'impôt ont été postés dans l'immédiat à chacun des donateurs.

En deuxième lieu, j'aimerais vous expliquer pourquoi la Fondation A.G. Inc. veut récolter ce 5 000 \$ et ses projets à venir. En 2022, la SGCE veut introduire une nouvelle façon d'être à l'avant-garde avec un écran de nouvelle technologie. Un outil idéal pour les formations à venir, les réunions et les présentations plus performantes et percutantes. Ça permettra aussi d'accéder à d'infinies ressources telles que : images, textes, sons, internet et de les diffuser. Les présentations sont plus dynamiques et les contenus plus riches. Le coût pour acquérir cet écran est tout près de 5 000 \$.

Voici donc le temps de conclure mon article : je vous encourage grandement vous, Amis de la généalogie, à remettre votre don par chèque ou argent comptant ou par paypal via le site de la SGCE. Si vous avez des questions ou commentaires, n'hésitez pas, je demeure disponible pour répondre à vos questions.

L'équipe de la FAG :

Manon Gagné, présidente
Christiane Ruel, secrétaire
Claire Gagnon, trésorière
Gilles Samson, administrateur
Paul Desfossés, administrateur

HOMMAGE À UN DE NOS MEMBRES

BERTRAND LAPOINTE

Gilles Samson



Bertrand Lapointe est le sixième enfant issu du mariage de René Lapointe (1906-1975) et de Liliane Carreau (1913-1954). Ces derniers s'étaient mariés le 6 juin 1942 à l'église Saint-Grégoire-le-Grand au Mont-Saint-Grégoire. Bertrand est né le 11 novembre 1952 à l'ancien Hôpital de Saint-Jean, rue Laurier, à Saint-Jean-sur-Richelieu, devenu le Centre d'accueil Georges-Phaneuf pour personnes âgées en 1971 et depuis CHSLD suite aux plus récentes réformes dans le réseau de la santé. Contrairement à lui, ses frères et ses sœurs sont tous nés dans le lit familial à Iberville, lieu de résidence de la famille.

Au mois d'août 1954, Bertrand est âgé de 21 mois lorsque sa mère, Liliane Carreau décède. Les quatre premiers enfants les plus âgés, Serge (1943), Jocelyn (1944), Reina (1945) et Lucie (1946) sont alors confiés aux des Sœurs Grises de l'Hospice Sainte-Croix à Marieville. Le deux plus jeunes, Réjean (1950) et Bertrand (1952) sont pris en charge par leur grand-mère paternelle, Émilia Légaré, et par leur tante, Rollande Lapointe, sœur de leur père René, à Montréal, rue Orléans. En septembre 1956, c'est au tour de Réjean et de Bertrand de faire leur entrée à l'Hospice Sainte-Croix de Marieville. Serge et Jocelyn, étant trop âgés pour y demeurer, sont alors envoyés en pension à Montréal chez les Frères de l'Instruction chrétienne et les deux plus jeunes prennent ainsi les places libérées à Marieville.

En 1962, René Lapointe décide de ramener ses enfants sous le même toit familial en commençant par les quatre plus jeunes, Reina, Lucie, Réjean et Bertrand. Les deux plus vieux, Serge et Jocelyn suivront l'année suivante. Bertrand

retournera en institution en 1965 et 1966 chez les Frères maristes à Saint-Vincent-de-Paul (Laval) et quittera le milieu scolaire en 1967 pour le marché du travail.

Peu adapté à différents emplois d'ouvrier, Bertrand s'intéresse plutôt à la photographie entre 1973 et 1975. En 1976, il obtient un emploi à la Société d'histoire et de généalogie de la Vallée-du-Richelieu à Saint-Jean. Il occupera ce poste jusqu'en juin 1979. En septembre 1979, Bertrand fait son entrée au CEGEP de Maisonneuve, à deux pas de chez sa tante Rollande bien-aimée. Il obtient en 1982, un diplôme d'études collégiales en technique de la documentation et des archives. Il est ensuite admis à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) au Département d'Histoire pour l'obtention du baccalauréat. En parallèle dès janvier 1982, il est engagé à contrat renouvelable par la Bibliothèque centrale de l'UQAM à titre de technicien en documentation. Il occupera ce poste jusqu'en 1985 à côtoyer et à porter assistance à des étudiants de haut calibre et à des professeurs pour la préparation de leurs cours.

La législation du début des années 1980 entraînant l'apparition de nouvelles lois (Archives et Accès à l'information) incite Bertrand à quitter le baccalauréat en histoire et à s'inscrire au nouveau programme de gestion des documents et des archives pour lequel il obtient en 1986, un certificat universitaire et le droit de se déclarer archiviste. Bertrand accepte alors différents contrats dans des milieux forts variés qui lui permettent d'acquérir des connaissances et de l'expérience inestimable. On lui confie alors des mandats de trois ou six mois aux Archives nationales à deux reprises, à la Chambre des notaires, à l'école Polytechnique de l'Université de Montréal, au Centre d'archives de l'Université McGill, à la bibliothèque de l'entreprise Gaz Métropolitain. Au début de janvier 1986, c'est la municipalité de Pointe-Calumet qui lui confie la tâche de réaliser un calendrier de conservation de ses archives. C'est au terme de ce contrat qu'on lui offre le poste d'archiviste administratif et médical et de technicien en documentation au CLSC Fleur de Lys en Estrie, devenu depuis le CLSC du Haut-Saint-François. Bertrand occupera ses fonctions pendant treize années consécutives jusqu'en décembre 1998, année où il recevra de l'Association des Archivistes du Québec une reconnaissance professionnelle certifiée en raison de ses nombreuses réalisations au CLSC. Entre 1986 et 1992, Bertrand obtient un deuxième certificat universitaire de la Télé-Université en communication de l'information. Devenu travailleur autonome en 1999, Bertrand offrira pendant plusieurs années, jusqu'en 2010, des services de gestion administrative et de maintenance

informatique non seulement à des petites entreprises mais aussi de manière personnelle et individuelle.

Pratiquement à la retraite et désireux de se rapprocher des milieux de la recherche en histoire et en généalogie, Bertrand devient membre en 2011 et ensuite bénévole, l'année suivante, à la Société de généalogie des Cantons-de-l'Est. Il entreprend alors une réforme majeure des services informatiques dès 2012 et accepte la responsabilité de la bibliothèque de la Société en décembre 2017. Il rassemble et dirige l'équipe de la refonte totale du *Catalogue de la bibliothèque* et ajoute une bibliothèque informatisée. Il donne de la formation en généalogie aux nouveaux membres, récupère toutes les bases de données existantes créées par les membres depuis 1968 et enfin réorganise les archives, un travail inachevé mais au moins protégé pour le futur. C'est avec regret qu'il quitte ses fonctions et abandonne ses responsabilités au mois de mars 2021 pour des raisons de santé, sans toutefois demeurer inactif.

Depuis le mois d'août 2020, au sein d'une petite équipe, Bertrand s'est donné la tâche de photographier les monuments, les pierres tombales et les plaques au sol de tous les cimetières de l'Estrie. Une tâche colossale qui est bien amorcée par le cimetière Saint-Michel de Sherbrooke. Les images ainsi recueillies sont transférées sur le site international *Find a Grave* et Bertrand s'assure que les données généalogiques soient ajoutées. Une liste des militaires décédés et inhumés dans les cimetières de chaque comté estrien est en préparation et sera disponible dans les prochains mois de 2022.

Bertrand ne s'est pas marié. Il est demeuré célibataire toute sa vie et n'a pas eu d'enfants des différentes conjointes qui ont jalonné sa vie.

DONATEURS RÉCENTS À LA FONDATION DES AMIS DE LA GÉNÉALOGIE



La Fondation* remercie
tous les donateurs pour leur
souscription.

CONTRIBUTION PLATINE

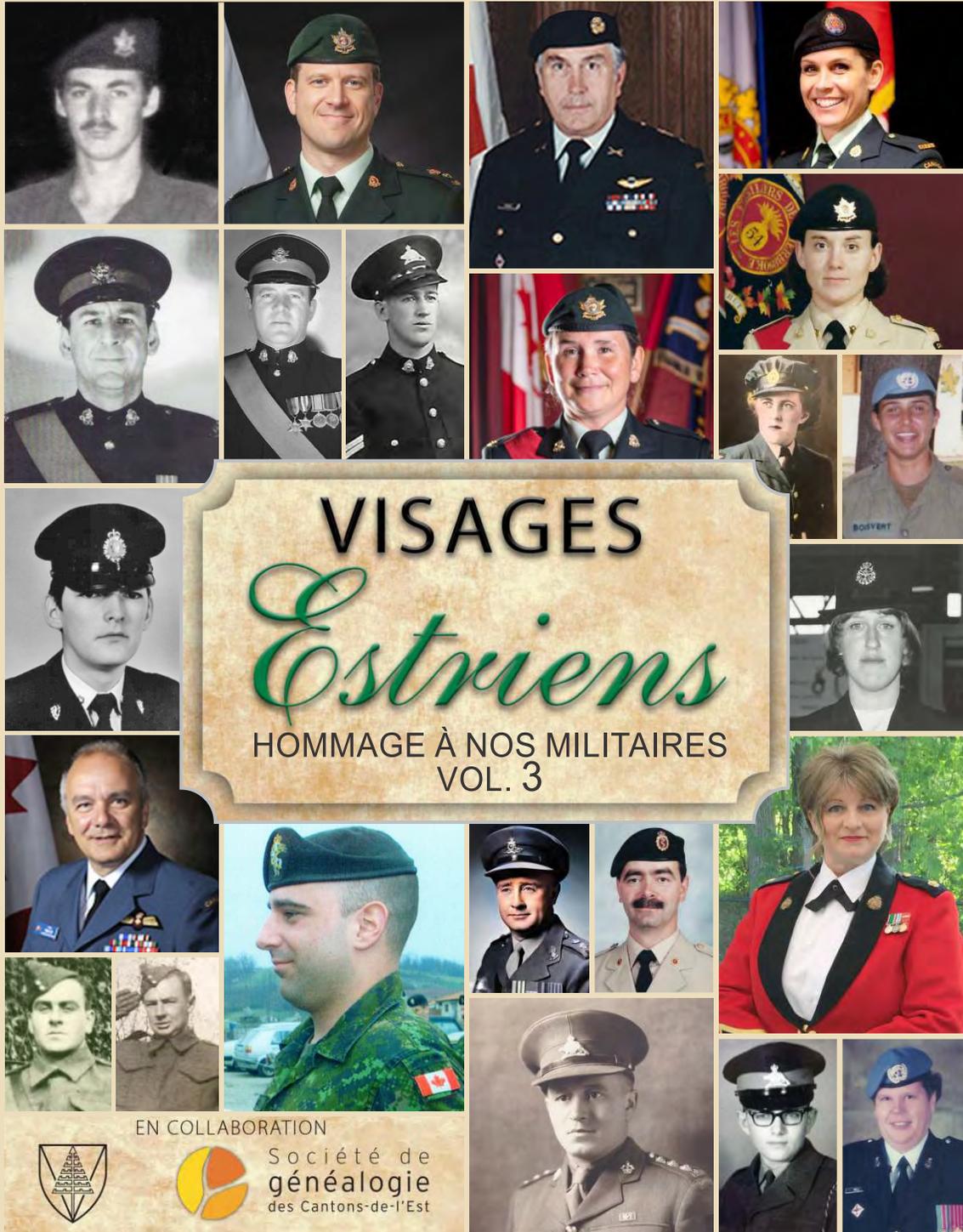
Paul Desfossés	1 000 \$
Gilles Samson	1 000 \$

CONTRIBUTION BRONZE

André Bélisle	100 \$
Maurice Langlois	100 \$
Marcel Lapointe	100 \$
Marie Gagnon	100 \$
Gaétan Champagne	75 \$
Sabine Champagne	70 \$
Marie Vernier-Papillon	50 \$
Claude Léveillé	50 \$
Jacques Roy	50 \$
Michel Cloutier	50 \$
Luce Marquis	50 \$
Manon Gagné	50 \$
Renée Délisle-Arsenault	30 \$
Lise Messier	30 \$
Édith Champagne	30 \$
Hélène Boutin	25 \$
Gisèle Denincourt	25 \$

* **DONS** à la Fondation des Amis de la généalogie
Tout don fait à la Fondation AG Ing. est éligible à un reçu aux fins
d'impôt sur le revenu. <https://sgce.qc.ca/fondation-ag/>

VIENT DE PARAÎTRE:



Ce livre est offert en commande seulement. le prix est de 40\$. Aller sur le site sgce.qc.ca à la rubrique *BOUTIQUE* puis à la section *Nos Publications papier*. Commandez et payez par PayPal.

Merci à tous nos partenaires !

Déchetage de documents
CONFIDENTIEL

En toute sécurité, confiez-nous vos documents confidentiels pour le déchetage dans un environnement protégé et contrôlé

DÉFI Polyteck Une Force adaptée
Cascades Fièvre partenaire

Une Force adaptée

1255, boul. Queen-Victoria Sherbrooke, QC, J1J 4N6 | Tel.: 819 563-6636 | Téléc.: 819 564-6590
Site web : www.defipolyteck.com | Courriel : service@defipolyteck.com

EXCAVATION ECG
CHARLES GRENIER INC.

819
823-4713 **347-6079**
CHAMPS D'ÉPURATION **878-3468**
820-2423

Legion

Guy Marchessault, Président 819 580-2255
Jean-Pierre Lemelin, 1^{er} Vice-président
Jean-Pierre Gaudreau, 2^e Vice-président
Mireille Patry, secrétaire
Christine Spooner, trésorière
Lucie Gagné, adhésion
Pierre Laverdure, administrateur
Jean-Guy Saint-Gelais, administrateur
M. Patrice Grégoire, aumônier

Légion royal canadienne
Filiale 10
2615 rue Hertel
Sherbrooke, QC, J1J 2J4
819 563-4944
www.legion.ca
legionfiliale10@gmail.com

LEGROUPE A&A
LE GROUPE A&A SPÉCIALISTE DU DOCUMENT (SHERBROOKE) INC.
4229, boulevard Industriel
Sherbrooke, Québec J1L 2S7

Marc Lapointe
Directeur, Associé

819 829-5959 (2112)
819 829-2306

mlapointe@groupeaa.ca
www.groupeaa.ca

KONICA MINOLTA KIP

LASERPRO EXPERT EN IMPRESSION DURABLE

Nouvelle adresse :
4435 Boulevard Industriel
Sherbrooke (Québec) J1L 2S9

Téléphone : 819 566-2847
Télécopie : 819 566-6077
Sans frais : 1 800 555-9531

laserpro.ca

BIJOUTERIE
Fernand Turcotte
JOAILLIER

Qualité et service depuis plus de 45 ans
Monique et Fernand Turcotte Propriétaires

2309, rue King Ouest
Sherbrooke (Québec) J1J 2G2
Tél. : 819 564-2335
Téléc. : 819 564-2338

INDUSTRIELLE ALLIANCE
ASSURANCE ET SERVICES FINANCIERS INC.
Cabinet Financier Alain Villeneuve Inc.

Alain Villeneuve
Conseiller en sécurité financière
Conseiller en épargne collective

819 569-2514 poste 261
1 800 668-2514 sans frais
1 877 781-7383 télécopieur
alain.villeneuve@agc.inalco.com
www.cfalainvilleneuve.com

Vous servir est un plaisir !

3655, rue King Ouest, bureau 117, Sherbrooke (Québec), J1L 2G4

MOREAU PAQUETTE
notaires inc.

SHERBROOKE 819 566-4777
EAST ANGUS 819 832-2497
STANSTEAD 819 876-2742

UNIVESTA
ASSURANCES & SERVICES FINANCIERS

...On redéfinit le mot couleur

Tp

Tēchnopub
impression numérique | multi-services

933, Fédéral, Sherbrooke, Qc., J1H 5A6, T. 819.563.5932, www.technopub.ca

Photographie
Marc Bailey

819 821-3999
www.photomarcbailey.com
jessica@photomarcbailey.com

CPA COMPTABLE PROFESSIONNEL AGRÉ

Louis-Philippe Perreault, CPA, CA
Président

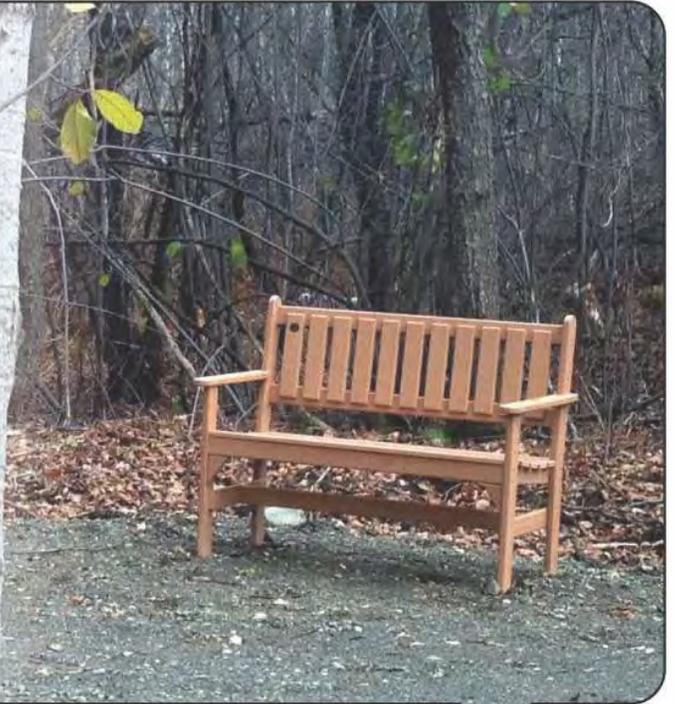
Perreault CPA Inc.

info@perreaultcpa.com
819 791-1176



COOPÉRATIVE
FUNÉRAIRE
DE L'ESTRIE

**Quoi qu'il arrive,
vous n'êtes pas seul.
Nous sommes là
pour vous...**
24 heures par jour.



Complexe de la rue du
24-Juin, à Sherbrooke



Salon du 505, rue Short, à Sherbrooke

819 565-7646 | www.coopfuneraireestrie.com

SEPT SALONS POUR VOUS ACCUEILLIR

Complexe rue du 24-Juin
Sherbrooke • Bromptonville • East Angus
Val-des-Sources • Weedon • Windsor

SERVICES COMPLETS

Cimetière traditionnel
Cimetière naturel
Arrangements préalables
Columbarium • Maulolée • Chapelle
Accompagnement personnalisé
Cérémonies personnalisées

Une invitation de la
Société de généalogie des Cantons-de-l'Est pour le



BRUNCH DE NOËL 2022



De nouveau cette année, vous êtes invités au
BRUNCH DE NOËL
de la Société de généalogie des Cantons-de-l'Est
qui se tiendra le
dimanche 4 décembre 2022, à 10 h.
(le service se fera à 11 h 30).
L'invitation s'adresse à tous les membres,
leurs parents et amis (es)
et spécialement aux associations de familles.

PRIX : 30 \$ par personne
(taxes et service inclus)

DATE : DIMANCHE 4 DÉCEMBRE 2022
LIEU : SERCOVIE – 300 rue du Conseil,
Sherbrooke

INFO : SGCE au 819 821-5414
275, rue Dufferin – Sherbrooke Qc - J1H 4M5

Pour réserver votre billet ou vos billets, faire votre chèque
avant le 1^{er} novembre 2022, au nom de :
Société de généalogie des Cantons-de-l'Est
Au plaisir de vous y voir!